

# enoromi azine

MANAGEMENT

10

**EMMANUEL  
GÉGÉ ADETELOBE**

*Gab'Oil : Poursuivre le  
développement de la vision.*

+

**ENQUÊTE**

*Le Guichet numérique de  
l'investissement : Quid un an  
après ?*

**DOSSIER**

*Code du travail : Une loi plus  
moderne et plus juste.*



**SCANNEZ  
LE QR CODE**

*Pour plus de contenu  
sur notre site web  
[www.enoromi.com](http://www.enoromi.com)*

**MAGAZINE GRATUIT**



771473 968012 >



# *Programme* **GABON FAMILLES VERTES**

Au terme de 10 mois de formation sur la production maraîchère, 70 jeunes gabonais sur le site de Bolokoboué ont reçu leurs attestations de formation dans le cadre d'un appui conjoint FAO-PNUD au programme GABON FAMILLES VERTES initié par le gouvernement gabonais en partenariat avec la SOTRADER.

CONTACTS ;

 **077 75 37 86 / 062 00 92 62**

**Directeur de publication**

Dorine Henry M.

**Rédacteur en chef**

Seif Mostley

**Graphisme & maquette**

Davy MEGNIE



**Photographies**

Junior Photographie

**Régie publicitaire**

Prestige Com Premium  
Téléphone : +241 77 65 75 75

**Équipe de rédaction**

Jean Paul Augé OLLOMO  
Christian BOUA  
Griffin ONDO

**Tirage mensuel**

5000 exemplaires

**Imprimé par**

Services Prestiges International

**Points de distribution**

**À Libreville**

Spa Yacine  
La Maison de Lulu  
Urban FM

**Oyem**

Hôtel Marguerite

**Ont participé**

Brice GOTOA  
Stevie MOUNOMBOU  
Jo DIOUMY MOUBASSANGO  
Gloire ZN  
Hailée M.D  
Aude Sharys  
DLG

**Suivez-nous également sur les réseaux sociaux**

@Enoromi Magazine



# ÉDITO

## IL FAUT DU CŒUR, IL FAUT DU COURAGE.

C'est la seconde rentrée des classes sous l'influence de la lutte contre le coronavirus. Que des inquiétudes au moment où nos enfants vont franchir le seuil des écoles à travers le pays, qui fait face à une troisième vague de l'épidémie marquée par le plus craint des variants : Delta. La virulence qu'on lui attribue ne laisse qu'une seule option à la population, la vaccination.

Il ne faut point s'y méprendre, les chiffres de la vaccination contre le SARS-CoV-2 au niveau local sont en dessous des projections. On rencontre même une certaine résistance de la part des populations en général. Une équation qui semble insoluble pour le gouvernement. Il semble difficile de convaincre la majorité des Gabonais à aller se faire vacciner. Au début de la campagne, le discours des autorités, notamment celui du Chef de l'État, précisait le caractère « non obligatoire » du vaccin, mais « très fortement recommandé ».

Alors que l'épidémie est à sa troisième vague, et que les populations parmi lesquelles les personnels de santé et même les forces de sécurité et de défense nationale continuent d'ex primer leur réticence, les autorités multiplient désormais les stratégies pour contraindre le plus grand nombre à la vaccination, à défaut de préférer des menaces de sanction pour les agents de l'État.

Mais il faudra aussi bien du cœur que du courage aux autorités pour convaincre les professionnels aux avant-postes de la riposte à s'immuniser contre le Covid-19. Le courage parce que les idées conspirationnistes ont fini par trouver un terreau fertile. En l'absence d'une meilleure communication, on ne pourra nullement infléchir la courbe. Mieux, face au nombre relativement bas des décès, personne ne parvient à réellement prendre conscience du danger avec moins de 200 décès. Il est vrai que l'accélération des hospitalisations ces derniers temps dresse un tableau d'inquiétudes. Seulement, beaucoup laissent plus de place à la résilience.

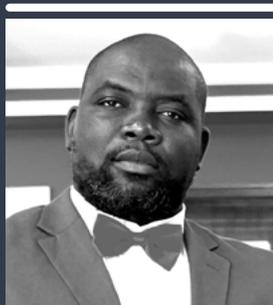
En effet, de la lecture du comportement actuel des Gabonais, il se dégage surtout une forme de résistance. Il faut dire qu'après dix-huit mois de respect des mesures barrières contre le coronavirus, s'est installée une forme de lassitude dans la société. Le peuple aimerait reprendre le cours normal de ses activités. La montée au créneau de nombreux activistes, qui dénoncent le « Covid business », renforce les convictions de certains des anti-vaccins.

Il faudra tout aussi du courage au gouvernement. En effet, l'année 2021 enregistre une certaine inflation qui s'observe par une perte du pouvoir d'achat. La mercatoriale est incontrôlée. Aucun produit n'est épargné, pas même ceux ayant fait l'objet d'un allègement fiscal de la part de l'État auprès des importateurs. Cette situation fragilise un peu plus le peuple, alors que la pandémie a affaibli le marché du travail.

La période actuelle, qui peut conduire à une éventuelle sortie des populations comme au mois de février 2021 avec le « Concert des casseroles », mérite une attention particulière. Surtout qu'il plane aussi depuis quelque temps l'idée selon laquelle l'état d'ur-

gence pourrait être renforcé à cause du non-respect des mesures de prévention. Néanmoins, au stade actuel de la crise sanitaire, à l'instar du monde entier, il faut susciter l'adhésion volontaire à la vaccination, maintenir les gestes barrières.

Dès lors, il importe que les autorités politiques et sanitaires comprennent que les gens ne veulent plus « être gouvernés par la peur ». Ils doivent « cesser d'insuffler la peur à travers une communication anxieuse qui exagère systématiquement les dangers sans en expliquer les causes et les mécanismes. Il ne faut pas confondre la responsabilisation éclairée avec la culpabilisation moralisatrice ni l'éducation citoyenne avec l'infantilisation », comme le préconisaient 35 scientifiques, universitaires et professionnels de santé français dans une tribune parue dans Le Parisien, en septembre 2020. ●



**Seif Mostley**  
Rédacteur en chef

# Sommaire



08

## Actualité.

**Transgabonais :**  
*Meridiam, nouveau venu dans le capital de Setrag.*

## ACTUALITÉS

### 06 La Maison du Commerçant :

*De jeunes Gabonais réclament la nationalisation de sa gestion.*

### 07 Ordre et sécurité publics :

*253 milliards de FCFA sur trois ans pour leur garantie.*

### 08 Transgabonais :

*Meridiam, nouveau venu dans le capital de Setrag.*

### 09 Climat des affaires en zone Cemac :

*La nécessité d'un Observatoire dédié.*

## ENTREPRENEURIAT

### 16 Caroline SITAULT

*Une influenceuse lifestyle à la conquête du digital.*

## ENQUÊTE

### 20 Le Guichet numérique de

*l'investissement : Quid un an après?*

## TRIBUNE

### 24 Covid-19. Et maintenant, Que faisons-nous ?



10

## A la Une.

### Emmanuel Gégé ADETOLOBÉ

**Gab'Oil : poursuivre le développement de la vision.**

*Véritable professionnel du secteur des hydrocarbures, Emmanuel Gégé Adetolobé, qui conduit depuis le 06 avril 2021 la destinée de Gab'Oil, dispose d'une véritable expérience dans le secteur pétrolier. Après un parcours riche dans plusieurs compagnies du domaine, celui qu'on présente comme un expert en Hygiène, Sécurité, Environnement et Qualité (HSEQ) a désormais la lourde mission de poursuivre le développement de cette société d'État, filiale de la Société Nationale des Hydrocarbures du Gabon (SNHG).*



16

**Entrepreneuriat.**

**Caroline SITAULT :**  
*Une influenceuse lifestyle  
à la conquête du digital.*

**DOSSIER**

**26 Code du travail :**  
*Une loi plus moderne et plus juste.*

**MAIS ENCORE...**

**30 Freddy KOULA MOUSSAVOU**  
*Le football dans ses 1000 facettes.*

**DEVELOPPEMENT PERSONNEL**

**34 Rentrée des classes :**  
*Le casse-tête nancier des parents.*

**SPORT**

**36 Time-Out 2.0**  
*Géraldine YEMA ROBERT, sa volonté d'offrir plus au sport gabonais.*

**CULTURE**

**38 FESPACO**  
*Le Cinéma gabonais à l'assaut  
de l'Étalon d'Or.*

**DÉCOUVERTE**

**40 Paroisse Saint-Michel de Nkembo :**  
*Une œuvre d'art à taille humaine.*

**ZOOM SUR**

**42 Titiane MOUANDA :**  
*Isokan, le pari d'un événement réussi.*

**INTERNATIONAL**

**44 Cryptomonnaies :**  
*L'entrée en course des banques centrales.*



36

**Sport.**

**Time-Out 2.0**  
*Géraldine YEMA ROBERT, sa volonté d'offrir plus au sport gabonais.*

# Actualités



## La Maison du Commerçant : De jeunes Gabonais réclament la nationalisation de sa gestion.



*Profitant de la visite du président de la République, Ali BONGO ONDIMBA au marché Mont-Bouet en 2016, les commerçants avaient formulé le vœu de la mise en place d'une « Maison du Commerçant ». Quelques jours après son inauguration plus de quatre ans plus tard, cette structure a été le théâtre de manifestation des jeunes commerçants gabonais qui revendiquent la nationalisation de sa gestion.*

Un groupe de jeunes commerçants gabonais a organisé le 7 septembre 2021 un mouvement d'humour pour protester contre la désignation d'un expatrié à la tête de la «Maison du Commerçant». Pour se faire entendre, ces opérateurs nationaux ont envahi le siège de cette structure empêchant les fonctionnaires affectés d'accéder à leurs postes de travail.

« La maison du Commerçant est notre propriété intellectuelle. C'est la promesse du président de la République à l'endroit des jeunes commerçants gabonais. Ce n'est pas une histoire de Maliens ou Mamadou Manga. Nous, on veut que ça nous soit

restitué. Comment un Malien, Mamadou Manga, est-il directeur de la Maison du Commerçant ? Il n'est pas question que le président donne des instructions et que des individus ternissent le projet. Après on dit qu'Ali BONGO ne fait rien », a déclaré face caméra un des jeunes manifestants. Sa vidéo a abondamment été relayée sur les réseaux sociaux.

### Une entité publique du ministère du Commerce

Informé de la situation, le ministre du Commerce, des PME et de l'Industrie, Hugues MBADINGA MADIYA, a reçu à son cabinet une délégation des représentants de l'association des jeunes commerçants gabonais afin de trouver une solution à cette mésentente entre les commerçants expatriés et les nationaux. Une rencontre qui a permis de renseigner ses interlocuteurs sur les missions et les objectifs de cette structure. Ainsi, le membre du gouvernement a expliqué que la Maison du Commerçant est un espace au service de tous les commerçants exerçant sur le territoire national.

Il s'agit donc d'un espace administratif de proximité et d'assistance plurielle sur les obligations formelles de l'activité commerciale de la Direction générale du Commerce, et ses services affiliés. « C'est la maison de tous les commerçants dont la vocation première est la facilitation et la promotion des activités commerciales », a-t-il fait savoir.

Au sortir de leur rencontre avec le ministre, tout en remerciant la tutelle pour ses explications, les jeunes commerçants se sont excusés de s'être emportés. Ils n'ont toutefois pas manqué de lui faire part des difficultés rencontrées au quotidien par les commerçants nationaux. En réponse, Hugues MBADINGA MADIYA a décrété la mise en place d'un cadre de travail composé des deux pans pour trouver des solutions à moyen et long terme.

### Un outil pour la régularisation du secteur informel

Au Gabon, le secteur commercial est fortement marqué par le développement de l'informel qui ne facilite pas l'identification et l'encadrement des activités commerciales. La concrétisation de ce

projet marque une nouvelle étape pour la régularisation du secteur informel qui fait perdre à l'État près de 400 milliards de FCFA par an.

L'objectif des autorités gabonaises est de réguler le secteur informel et de produire des statistiques commerciales fiables, localiser les opérateurs économiques et faciliter l'urbanisme commercial. Le gouvernement devrait ainsi formaliser tous ceux qui font le commerce afin de renflouer les caisses de l'État, c'est-à-dire le Trésor public.

Aussi, selon le ministre du Commerce, sous réserve de tout le dispositif qui va être fait, cet instrument devrait-il servir pour mener les opérations d'établissement de la carte du commerçant. La conception et la distribution de cette carte professionnelle répondent à la volonté du gouvernement d'actualiser le fichier de l'État relatif au nombre d'opérateurs économiques exerçant sur le territoire.

### Une matérialisation de la promesse du chef de l'État aux commerçants

Située en plein cœur du marché Mont-Bouet, le plus grand espace commercial de Libreville et du Gabon, la Maison du Commerçant est un guichet permettant de soutenir les commerçants en difficulté, les orienter et les accompagner sur le plan administratif. La mise en place de cet espace répond à la requête formulée par les commerçants lors de la visite du chef de l'État, Ali BONGO ONDIMBA, dans ce marché en 2016.

La structure vise à instaurer un cadre d'échange censé réunir les représentants des services publics qui travaillent chaque jour avec les commerçants. Cet espace abrite également toutes les administrations, à l'instar de la Direction générale de la concurrence et de la consommation (DGCC), l'Agence nationale de promotion d'investissements (ANPI-Gabon) du Gabon, la direction générale des Impôts et la mairie. La Maison du Commerçant représente cette nouvelle dynamique de l'administration gabonaise qui se veut plus proche de ses administrés. ●

Brice GOTOA

## Ordre et sécurité publics : 253 milliards de FCFA sur trois ans pour leur garantie.



*En vue de garantir l'ordre et la sécurité publics sur la période 2021-2023, le gouvernement a prévu une enveloppe de 253,3 milliards de francs CFA, rapporte le Document de cadrage macroéconomique et budgétaire 2021-2023. Des fonds qui permettront notamment de «garantir la sécurité des biens et des personnes par l'impartialité de la justice».*

Piqué au vif, le Gabon a décidé de consentir d'énormes moyens pour garantir l'ordre et sécurité publics. Selon le Document de cadrage macroéconomique et budgétaire 2021-2023, ce sont 84 milliards de FCFA, soit 4,3% du budget de l'État, qui ont été mobilisés pour atteindre cet objectif en 2021. « Pour assainir le climat des affaires et favoriser le retour des investisseurs, il est nécessaire de garantir la sécurité des biens et des personnes par l'impartialité de la justice. Il apparaît également nécessaire de renforcer le dispositif sécuritaire afin d'endiguer le phénomène de la délinquance juvénile », a reconnu le gouvernement.

À en croire le Document de cadrage macroéconomique et budgétaire 2021-2023, l'ordre et la sécurité publics reposent sur deux missions : une mission ministérielle (justice) et une autre interministérielle (sécurité). Ainsi, le gouvernement mettra l'accent sur la réhabilitation des prisons à l'intérieur du pays. De ce fait, la dotation de la mission «Justice» sera de 27,8 milliards de FCFA, 33,1% 84 milliards de FCFA. Sur ce point, la cheffe du gouvernement avait donné le ton en septembre 2021.

« La réhabilitation de l'ensemble des établissements pénitentiaires, notamment avec l'extension de la prison centrale de Libreville dans le but de résoudre la problématique de la surpopulation carcérale, fait l'objet d'un examen spécifique tout comme la question relative au renforcement des programmes de réinsertion sociale des détenus », avait annoncé Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA, le 4 septembre 2021, lors de sa Déclaration de politique générale.

En effet, la société civile assimile les prisons du Gabon à des « mouirois », des « camps de concen-



tration » où les détenus sont entassés dans des cellules exiguës, entre autres. Environ 3000 détenus sont répertoriés à Sans-Famille, la prison centrale de Libreville pour ne citer qu'elle, alors que l'établissement a été construit pour en accueillir 300. D'où l'urgence de son extension, pour améliorer les conditions de vie des détenus.

Ce chantier s'inscrit dans le dernier des quatre axes de l'action du gouvernement OSSOUKA RAPONDA : « La préservation de notre modèle social de redistribution pour améliorer la qualité de vie des Gabonaises et Gabonais, et consolider notre vivre ensemble ». Par ailleurs, cet axe intègre également « la promotion d'une justice qui consolide l'État de droit, renforce les droits de l'Homme et la promotion de l'équité, tout en garantissant un règlement juste des différends dans le monde des affaires », et le renforcement accru du fonctionnement de l'ensemble des juridictions du pays.

### 85,6 milliards de FCFA en 2023

La mission interministérielle, quant à elle, mobilisera 56,2 milliards de FCFA de l'enveloppe prévue pour garantir l'« ordre et sécurité publics ». Soit 66,9% du budget, qui permettront de « poursuivre la mise aux normes des camps, casernes et commissariats, la

construction d'une taillerie centrale des forces de défense ». En gros le gouvernement mobilisera 84 milliards de francs en 2021, 83,5 milliards en 2022 et 85,6 milliards en 2023, pour garantir l'ordre et la sécurité publics au Gabon. Soit 253 milliards de FCFA sur trois ans. Ce qui est plus que salubre, car la question de la sécurité est extrêmement prégnante au Gabon, et cela depuis longtemps.

En effet, il ne se passe pas un seul jour sans que les populations ne se plaignent des actes d'insécurité liés aux larcins, braquages, assassinats et autres actes délictueux. Une situation semble grandissante et non maîtrisable au point où les forces de sécurité donnent l'impression d'être impuissantes.

D'après la plus récente enquête d'Afrobaromètre, « des proportions importantes de la population gabonaise ne se sentent pas totalement en sécurité dans leurs quartiers et leur maison, et la majorité estiment que la sécurité personnelle des citoyens s'est dégradée ». À la lumière de ces différents tableaux, qui ne favorisent pas le climat des affaires et le retour des investisseurs, l'on comprend mieux la nécessité de débloquer autant de moyens pour garantir ordre et sécurité publics. ●

Stevie MOUNOMBOU

# Actualités

## Transgabonais : Meridiam, nouveau venu dans le capital de Setrag.



*Dans le cadre du renforcement du Plan de remise à niveau (PRN) de la voie ferrée, la Société d'exploitation du Transgabonais (Setrag) a officiellement concédé, le 8 septembre 2021, 40% des parts de son capital à la société dite à mission Meridiam. L'exploitant du chemin de fer a également concédé 9% à l'État gabonais. La Compagnie de l'Ogooué (Comilog) conserve néanmoins sa place d'actionnaire majoritaire avec 51%.*

Au terme de la première semaine de ce mois de septembre 2021 a eu lieu à Libreville la signature d'un accord avec Meridiam et l'État gabonais en vue de l'entrée des deux parties au capital de Setrag, filiale de Comilog. L'annonce de ce nouvel accord a été faite par le Groupe Eramet.

Les clauses de cette ouverture au capital de l'opérateur du Transgabonais stipulent, entre autres, que Meridiam, investisseur privé spécialisé dans la gestion à long terme d'infrastructures publiques durables, bénéficie désormais de 40% dudit capital. Dans le même temps, Comilog accepte de céder à l'État gabonais 9% de ses parts détenues dans Setrag, mais en demeure l'actionnaire majoritaire, avec 51%.

Par le biais de ces nouvelles entrées, dans un premier temps, Setrag voit son capital augmenter d'environ 30 millions d'euros versés par le fonds d'investissement Meridiam, qui s'engage également à contribuer de l'ordre de 40 millions d'euros au financement de la Société et à apporter son expertise ferroviaire pour assurer le développement futur du Transgabonais.

Dans un second temps, ces deux nouvelles entrées permettront de renforcer le bilan de Setrag qui est engagée depuis quelques années dans un vaste programme de rénovation de la voie ferrée et de modernisation de ses services. En effet, au sein de cette société, une nouvelle dynamique est actuellement déployée, qui vise à renforcer le plan de remise à niveau (PRN) afin d'améliorer la performance du chemin de fer par des actions de modernisation et de sécurisation. L'objectif de ce plan est également de développer la capacité de transport



de voyageurs et de marchandises de 12 millions de tonnes à 19 millions de tonnes, afin d'accompagner la croissance de l'économie gabonaise.

Directeur général adjoint d'Eramet, Kléber SILVA assure en effet que « l'entrée de Meridiam au capital de Setrag représente une étape importante dans la trajectoire de progrès engagée depuis trois ans ». Le patron de la division Mines et Métaux du groupe industriel français dit savoir compter sur l'expérience du nouvel arrivant dans la gestion d'infrastructures en Afrique et sur son expertise ferroviaire dans le monde qui, est-il convaincu, permettront de renforcer davantage les opérations ferroviaires de Setrag.

Par ailleurs, Kléber SILVA juge qu'« en prenant une part du capital de la filiale, l'État gabonais, partenaire historique d'Eramet, confirme son engagement à faire croître l'activité du transport gabonais pour ac-

compagner la croissance du pays. Sur le plan financier, cette opération constitue un renforcement significatif du bilan de Setrag qui va lui permettre d'accompagner ses projets de développement futurs et ainsi se hisser aux meilleurs standards du transport ferroviaire ».

Au Gabon, Setrag, qui opère le chemin de fer reliant Libreville à Franceville au Gabon sur une distance d'environ 650 km, est un acteur vital pour l'économie du pays. La société assure le transport de fret et de voyageurs avec une moyenne de 330 000 passagers annuels et près de 9 millions de tonnes de marchandises transportées en 2020, dont environ 90 % de fret minier, informe dans son communiqué le Groupe Eramet. ●



## Climat des affaires en zone Cemac : la nécessité d'un Observatoire dédié.



*Pour s'assurer d'une amélioration significative du climat des affaires au sein de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale, instruit par les chefs d'État par l'entremise du président de la Commission de la Cemac, Clément BELIBANGA a lancé sa tournée d'installation des points focaux dans les six États de la communauté en vue de rendre effective la mise en place, dans quelques mois, de l'observatoire dédié à la cause.*

Il l'assure, sa tournée a été voulue et rendue possible par les chefs des six États de la Cemac parmi lesquels le président gabonais Ali BONGO ONDIMBA. Leur objectif majeur est de booster les économies de la sous-région de l'Afrique centrale particulièrement impactées par la pandémie de la Covid-19 et son corolaire. Ainsi, le séjour de Clément BELIBANGA au Gabon, du 10 au 16 septembre 2021, visait à annoncer officiellement la mise en place prochaine dans le pays de l'Observatoire du climat des affaires. Pour ce faire, le commissaire en charge du Département des politiques économiques, monétaires et financières de la Cemac a échangé avec Carmen NDAOT, la ministre de la Promotion des investissements.

« Les échanges avec la ministre en charge de la Promotion des investissements ont porté sur l'importance que nos chefs d'État accordent à l'amélioration du climat des affaires qui est une nécessité pour développer le secteur privé et favoriser l'emploi », a-t-il expliqué.

Avec le membre du gouvernement gabonais, Clément BELIBANGA a en effet discuté de la prise en compte dans le budget de l'État d'une ligne de financement sécurisée pour le fonctionnement de l'observatoire sous-régional, tout comme les deux parties ont jugé de la nécessité de prévoir un programme de sensibilisation à l'adresse des acteurs en vue d'une synergie d'action avec les points focaux. L'objectif étant d'atteindre les résultats escomptés et les procédures de collecte des données relatives aux indicateurs du climat des affaires.

Avant l'adoption d'un texte communautaire fixant le fonctionnement et la composition des organes de ce futur observatoire, au Gabon, comme précédemment au Congo, le patron du Département des politiques économiques, monétaires et financières de la Cemac a procédé, le 14 septembre à Libreville, à l'installation

des deux points focaux ainsi qu'à la remise de matériel informatique (un ordinateur de bureau, un ordinateur portable et une imprimante multifonction couleur) à l'Agence nationale de la promotion des investissements (ANPI-Gabon), qui a été désignée par le gouvernement pour représenter le Gabon au sein de cet instrument.

L'Observatoire du climat des affaires est présenté comme un instrument de veille dont la mission est de faire une synthèse des informations en lien avec l'environnement des affaires dans les six pays membres de la Cemac pour le compte principal des investisseurs notamment ceux exerçant dans le secteur privé, qu'ils soient au sein ou en dehors de la zone. Ces informations devront particulièrement porter sur les principaux indicateurs permettant de garantir une amélioration du climat des affaires, à savoir : l'équité de la justice dans les règlements des contentieux au tribunal du commerce, la baisse des coûts de production pour faire face à la compétitivité, la baisse des coûts de l'électricité, l'entretien des routes pour la fluidité du transport des produits, la baisse des coûts du carburant et l'élimination de la corruption. ●

DLG





GAB'OIL

► MANAGEMENT

# EMMANUEL GÉGÉ ADETELOBE

## Gab'Oil : poursuivre le développement de la vision.

Véritable professionnel du secteur des hydrocarbures, Emmanuel Gégé Adetelobe, qui conduit depuis le 06 avril 2021 la destinée de Gab'Oil, dispose d'une véritable expérience dans le secteur pétrolier. Après un parcours riche dans plusieurs compagnies du domaine, celui qu'on présente comme un expert en Hygiène, Sécurité, Environnement et Qualité (HSEQ) a désormais la lourde mission de poursuivre le développement de cette société d'État, filiale de la Société Nationale des Hydrocarbures du Gabon (SNHG).

**ENOROMI MAGAZINE**

Monsieur le Directeur Général, vous avez officiellement pris vos fonctions à la tête de Gab'Oil le 6 avril de l'année en cours. Comment se porte la société à ce jour ?

**Emmanuel Gégé ADETELOBE**

Gab'Oil se porte bien et nous comptons garder la même dynamique pour atteindre les objectifs fixés par les plus hautes autorités du pays qui m'ont fait confiance en me portant à la tête de cette structure. En dehors des activités quotidiennes, nous sommes en train de former un groupe solide afin de faire face aux défis du secteur de la commercialisation et de la distribution des produits pétroliers et gaziers.

**ENOROMI MAGAZINE**

Il existe une confusion chez le Gabonais lambda qui ne perçoit pas très bien ce qu'est Gab'Oil. Pouvez-vous nous donner des précisions sur le rôle et les attributions de cette société ?

**Emmanuel Gégé ADETELOBE**

Gab'Oil est une filiale de la Société Nationale des Hydrocarbures du Gabon (SNHG) communément appelée GOC. Gab'Oil assure la commercialisation et la distribution des produits tels que le

Supercarburant, le Gasoil, le Pétrole lampant, le gaz butane et les lubrifiants à travers son réseau des stations-services et l'ensemble de ses clients hors réseaux.

**ENOROMI MAGAZINE**

Le Conseil d'Administration de la compagnie vous a confié une feuille de route à piloter. Quelle est la vision générale de cette dernière et quelle est la stratégie adoptée pour la déployer ?

**Emmanuel Gégé ADETELOBE**

Effectivement, les résolutions du Conseil d'Administration du 29 mars 2021 m'ont confié la mise en œuvre du plan de développement de l'entreprise axé sur la construction de deux stations-service à Libreville et une station-service à Port-Gentil ainsi que l'achat des nouvelles bouteilles de gaz butane.

Notre vision est de procéder autrement à la distribution de nos produits, c'est-à-dire de nous rapprocher de nos clients. Pour atteindre cet objectif, nous comptons développer des stations-service communautaires afin de toucher les populations de l'intérieur du pays. Il en est de même pour l'acquisition des bouteilles de gaz butane de petit format avec la possibilité de recharge in situ principalement dans les zones rurales.

**ENOROMI MAGAZINE**

Pouvons-nous parler des objectifs que vous visés à travers votre stratégie de déploiement ?

**Emmanuel Gégé ADETELOBE**

À travers notre stratégie de déploiement, nous voulons participer au bien-être des populations gabonaises de l'intérieur du pays en distribuant nos produits dans leurs zones d'habitation tout en développant notre propre activité. En même temps, nous allons promouvoir une véritable classe d'homme d'affaires gabonais dans la gestion des stations-service communautaires.

**ENOROMI MAGAZINE**

Quelles sont les principales réformes que vous avez initiées pour atteindre vos objectifs ?

**Emmanuel Gégé ADETELOBE**

En termes de réformes, nous avons initié la réorganisation de l'entreprise en optimisant le capital humain existant. Ensuite, le recrutement des postes critiques identifiés lors du dernier Conseil d'Administration nous permettra d'être plus compétitifs dans notre secteur d'activité.

D'autre part, nous mettons un accent particulier sur la gestion de la Responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE). À ce titre, nous comptons développer notre personnel pour que nos opérations soient en ligne avec la notion d'Excellence Opérationnelle.

**ENOROMI MAGAZINE**

Revenons sur les produits que vous commercialisez ? À quelles cibles ceux-ci sont-ils destinés ?

**Emmanuel Gégé ADETELOBE**

En dehors des produits traditionnels tels que les carburants, le gaz butane et les lubrifiants, nous avons développé une activité marine dans le soutage des bateaux et quelques opérations d'approvisionnement en mer à savoir le « bunkering » pour des sociétés d'exploration et production de pétrole brute.

**ENOROMI MAGAZINE**

Votre réseau de distribution est-il aujourd'hui suffisamment structuré pour couvrir la demande sur l'ensemble du territoire national ?



### Emmanuel Gégé ADETELOBE

Notre réseau de stations-service est à développer. Nous disposons de quatre stations-service et nous allons démarrer la construction des nouvelles stations-service avant la fin de l'année. Nous pensons que les autres marqueurs font des efforts pour faire face à la demande nationale. Cependant, la construction des stations communautaires Gab'Oil nous permettra de mieux répondre à la demande de consommation sur l'ensemble du territoire national.

### ENOROMI MAGAZINE

Les Gabonais estiment que les produits dérivés du pétrole et même le gaz coûtent encore cher sur le marché. Avec l'arrivée d'une société d'État comme la vôtre, on s'attendait donc logiquement à une baisse des prix, mais vous vous êtes alignés sur les mêmes tarifs. Comment l'expliquez-vous ?

### Emmanuel Gégé ADETELOBE

Les prix actuels des produits pétroliers finis au Gabon sont liés à la variation du prix de baril de Pétrole et à la prise en compte réelle des modes d'approvisionnement de nos produits pour faire face à la demande nationale. Naturellement,

Gab'Oil applique les prix indiqués dans la structure des prix officiels des produits pétroliers vendus au Gabon pour respecter les équilibres de la chaîne d'approvisionnement desdits produits.

### ENOROMI MAGAZINE

Parlons de la concurrence. Comment Gab'Oil se comporte-t-il sur le marché de la distribution des produits pétroliers et du gaz ? Pensez-vous avoir comblé l'écart entre vous et vos concurrents directs présents sur le marché avant votre arrivée ?

### Emmanuel Gégé ADETELOBE

Nous sommes arrivés dans un environnement très concurrentiel. Et au bout de la troisième année, nous réalisons 10% des ventes au niveau national. En tant que société citoyenne, Gab'Oil s'inscrit dans l'extension de ses points de livraison à l'intérieur du pays afin d'améliorer le bien-être de nos populations par des projets permettant à ces dernières d'accéder facilement aux carburants et gaz butane.

D'ailleurs, nous avons mis en place une bouteille de gaz innovante avec une jauge pour éviter les surprises pendant son utilisation. Tous ces projets

permettront à Gab'Oil d'améliorer progressivement sa position sur le marché de commercialisation et de distribution des produits pétroliers au Gabon.

### ENOROMI MAGAZINE

Aujourd'hui, la gouvernance d'une entreprise, c'est aussi une politique RSE efficace. Gab'Oil est-elle une entreprise citoyenne ? Quelles sont vos actions en la matière ?

### Emmanuel Gégé ADETELOBE

Dans le cadre de la gestion de Gab'Oil et en tant que société citoyenne, nous avons entièrement intégré la Responsabilité sociétale de l'Entreprise dans nos priorités. En effet, le sponsoring de la FEGABAB dans la réhabilitation d'un stade de basket-ball à Franceville par Gab'Oil en est une illustration. De plus, nous comptons mener d'autres actions dans ce sens pendant la construction des nouvelles stations-service dont les travaux débiteront avant la fin de cette année.

### ENOROMI MAGAZINE

Pour finir, qui est Emmanuel Gégé Adétélobé pour nos lecteurs qui ne le connaissent pas ?

### Emmanuel Gégé ADETELOBE

Je suis un Gabonais doté d'une expérience avérée qui voudrait mettre ses compétences au service du Programme de Transformation et d'Accélération de notre économie initiée par les plus hautes autorités du pays en tête desquelles Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA, président de la République. Par ailleurs, je suis également père d'une nombreuse famille et passionné par la recherche surtout dans l'optique de trouver des solutions aux problèmes qui se présentent par des moyens locaux. Je prône la révolution industrielle de l'Afrique, tout en respectant les grands équilibres. ●

Propos recueillis par  
Christian BOUA

## GAB'OIL, UNE ENTREPRISE CITOYENNE

*Entreprise citoyenne, Gab'Oil est désormais engagée aux côtés des populations. Proche des jeunes, elle vient de répondre favorablement à l'appel à solidarité lancé par la Fédération Gabonaise de Basketball (FEGABAB) pour la réfection d'un plateau sportif situé dans le 2e arrondissement de la Commune de Franceville. L'entreprise, dans le cadre de cette action, déploie sa vision RSE initiée par la nouvelle équipe dirigeante.*

*Le Directeur Général, Monsieur Emmanuel Gege ADETELOBE et son équipe, conformément à la volonté du Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA, qui invite à faire preuve de solidarité à l'endroit des populations, viennent de mettre sur pied le programme « Mon Idéal Gab'Oil ».*

*Dans l'attente de l'officialisation très prochaine de ce programme, ce dernier sera le siège approprié pour la matérialisation de la vision et des actions RSE de Gab'Oil aussi bien à l'échelle de l'entreprise qu'après de la collectivité.*



# enoromi magazine



[www.enoromi.com](http://www.enoromi.com)

Suivez nous sur les réseaux sociaux  
@Enoromi Magazine





► ENTREPRENEURIAT

# Caroline SITAULT

## Une influenceuse lifestyle à la conquête du digital.

*Belle, charismatique et surtout entreprenante, vous avez déjà aperçu le visage de Caroline SITAULT, mais plutôt sous le nom de « lbvloveuse ». À la tête d'une agence de communication digitale, récemment fondatrice de la marque de thé « Oré Tea » et sans oublier maman de quatre enfants, le répit est donc un concept quasi inexistant pour la jeune dame. D'employée à femme d'affaires, Caroline est un vrai couteau suisse.*

### ENOROMI MAGAZINE

Pouvez-vous vous présenter à nos lecteurs ?

### Caroline SITAULT

Diplômée de HEC Montréal après une prépa HEC, je quitte l'Occident où j'occupais un poste dans le secteur pharmaceutique pour venir m'installer au Gabon. Trois mois après, je suis recrutée par une femme exceptionnelle, Frédérique FOUNGUES. J'ai eu la chance de gravir rapidement les échelons. Ma chance : avoir eu des personnes qui m'ont toujours tendu la main et fait progresser. C'est ainsi qu'en novembre 2011, j'ai pris la tête du projet Billetterie et Hospitalité de la CAN 2012 (Coupe d'Afrique des nations de football). J'étais

notamment chargée de la conception, la distribution, la vente et la promotion des billets et des espaces VIP de la CAN.

Une fois la CAN terminée, j'ai dû faire face à un choix cornélien : travailler pour le privé ou pour l'administration publique. Des rêves plein la tête, convaincue que j'allais participer à créer un Gabon nouveau, j'ai choisi l'administration où pendant plus de cinq ans j'ai eu le privilège de travailler aux côtés de grandes personnalités. De Conseiller adjoint à la Primature, en passant par la fonction de Cheffe de cabinet, pour finir Conseiller du Président de la République, détachée au Cabinet de la Première Dame.

En 2016, je décide de faire une reconversion et d'ouvrir mon entreprise. C'est ainsi que naît Orbellia, une agence de communication avec pour cœur de métier le digital. Au moment des faits, les réseaux sociaux sont craints par les administrations et les entreprises privées. Plusieurs appréhensions me revenaient: « On va nous insulter sur Facebook », « Le Gabon, ce n'est pas Facebook », etc. Orbellia a été créé pour répondre à ce problème. Il fallait démystifier les réseaux sociaux, leur montrer que des outils de modération existaient, que les campagnes de communication digitale étaient plus rentables et plus économiques. Un très beau défi !

C'est donc une passionnée de communication digitale qui se cache derrière «Lbvloveuse». Je me considère comme une influenceuse lifestyle qui a à cœur de faire partager à ses abonnés tous les bons plans de la capitale. J'aime parler de ce qui marche, de ceux qui m'inspirent, brosser le portrait d'une capitale inspirante, d'un Gabon qui bouge.

### ENOROMI MAGAZINE

Que serait une journée type dans la peau de Madame Caroline SITAULT, et que serait à contrario une journée dans la peau de Lbvloveuse ?

### Caroline SITAULT

Il s'agit de la même personne. L'une ne va pas sans l'autre, même si chacune a un univers bien différent. Caroline SITAULT est affairiste, rigoureuse et stressée par l'atteinte de ses objectifs. Elle suit des To-do-list vertigineuses, s'occupe de plusieurs business en même temps. Elle cherche à faire du cash, elle flaire les opportunités d'affaires et passe ses journées à diriger et coordonner les équipes. Lunettes de vues, robe ou tailleur sombres, chignon en vrac, sans maquillage, Caroline SITAULT ne cherche pas à être vue, mais à être entendue, reconnue pour son travail. Ses journées sont pleines de réunions, ren-



dez-vous, visioconférences et Phones Call. Le rythme est effréné et elle adore ça. C'est vivifiant de savoir qu'on passe nos journées à changer le monde.

Elle est aussi maman de quatre enfants, dont deux petites filles en préadolescence qu'il faut écouter, guider et surveiller. Elle attache du prix à leur transmettre des valeurs solides et le goût de l'effort. Le repas du soir en famille est d'ailleurs le rendez-vous immanquable de la journée. Moment d'échange et de partage, où pendant une heure on discute ouvertement de tout, sans jugement ni tabou, et toujours avec beaucoup d'amour. Puis vient le coucher. Caroline SITAULT ne se couche jamais sans savoir quels sont le programme de demain et les actions à mener. Se coucher en sachant pourquoi on se lève le lendemain est la meilleure façon de bien attaquer sa journée.

Une journée avec Lbvloveuse est paradisiaque, merveilleuse, magique ; c'est embarquer dans le monde des « bisounours ». Elle commence par un petit chocolat viennois, en guise de petit déjeuner. Puis douche et séance Make up ! Lbvloveuse est « superficielle », elle aime

les strass, les perles et les paillettes. On vient sur son compte pour y trouver de l'inspiration, de la bonne humeur et des instants de bonheur. Elle enchaîne ensuite avec son choix d'OUTFIT pour montrer à ma famille Instagram quel est son look du jour. Ensuite, petit tour dans la « Boutique Lbvloveuse » pour savoir de quels produits, services, marque, business va-t-on parler aujourd'hui.

Ce qui m'anime ? Savoir qu'à travers mes publications, les réalisations de jeunes femmes entrepreneurs gabonaises et plus largement africaines sont révélées. L'après-midi s'en suit des visites par-ci, par-là, du lèche-vitrine, Lbvloveuse cherche les bons plans, les nouveautés et surtout du contenu pour promouvoir le #MadeInAfrica. Pour finir, en début de soirée elle va prendre au moins 1 à 2 heures pour répondre à ses abonnés. L'important c'est de toujours rester humaine, accessible et authentique.

#### ENOROMI MAGAZINE

*Avec la pandémie, comment êtes-vous parvenu à faire de l'argent étant donné que les activités économiques étaient au ralenti en raison de la crise sanitaire due au coronavirus ?*

#### Caroline SITAULT

J'ai été forcée de tout restructurer. La Covid-19 a énormément impacté le volume de nos activités et nos ressources se sont amenuisées très rapidement. J'ai donc dû réorganiser le travail, je me suis départie de certains collaborateurs et j'ai réduit drastiquement les charges fixes. À l'heure actuelle, Orbellia est en profonde refonte. Nous avons été approchés par un grand groupe international désireux de s'installer au Gabon. Les perspectives sont vastes, mais un rachat est toujours délicat. Encore plus en période de Covid-19 où les actifs sont dépréciés. On espère pouvoir tirer notre épingle du jeu sans y laisser trop de plumes.

Par ailleurs, j'ai lancé il y a six mois une marque d'infusions « Oré Tea » faites à base d'épices locales et de plantes tropicales telles que le Moringa et le Kin-keliba, et qui signifie « Vérité » en ma langue vernaculaire. La première cure que nous avons commercialisée rencontre un vif succès. C'est une cure dite « détox » à boire durant trois semaines pour détoxifier l'organisme et perdre du poids. Récemment, au vu de tous les nutriments et les vertus que composent

nos infusions, l'Office Pharmaceutique National gabonais nous a classés dans la catégorie compléments alimentaires. À l'heure actuelle, Oré Tea est présente dans cinq pays : Côte d'Ivoire, Sénégal, Togo, Bénin et bien entendu au Gabon. Nous livrons dans plus d'une quinzaine de pays. La prochaine cure est en phase de test. Nous prévoyons de la présenter au grand public d'ici la fin de l'année.

### ENOROMI MAGAZINE

Étant influenceuse, suivie par plusieurs internautes sur vos réseaux sociaux, quel est selon vous ce qui vous différencie des autres influenceurs sur le plan national ? Avez-vous un message particulier à véhiculer ?

### Caroline SITAULT

Je vous avoue que je regarde très peu ce que font les autres influenceurs. Pas par prétention ou pauvreté de contenus, mais par manque de temps. C'est assez paradoxal, mais je n'ai pas le temps de m'éterniser sur les réseaux sociaux. Mon rythme ne me le permet pas. Je pense que ce qui plaît à ma communauté, c'est ma bienveillance. Être suivie est pour moi un énorme privilège. L'amour, les encouragements, le soutien que m'offrent ces abonnés si lointains et en même temps si proches n'ont pas de prix. Je pense que ma communauté le ressent.

En retour, j'essaie de toujours rester accessible et présente pour eux. Par ailleurs, je me force de toujours leur apporter des storys intéressantes, utiles et valorisantes pour la condition féminine. Je teste pour elles des produits, je leur recommande les bons restaurants, je les conseille aussi. Je leur montre ma vie de maman et d'entrepreneur, bref, mes tribulations de tous les jours. Et peut-être que beaucoup se retrouvent dans ce quotidien « normal ».

Un message à véhiculer ? «Aidons-nous les unes les autres». Je crois en une Afrique centrale qui émergera dès lors que nous apprendrons à créer des synergies. C'est d'ailleurs ce que je m'évertue à faire. Pour la petite anecdote, j'ai récemment monté une entreprise d'infusions à base de plantes naturelles. Quasiment 80% de la chaîne de valeur d'Oré Tea est gérée par des femmes africaines. Faisons-nous confiance, encourageons-nous, soutenons-nous.

### ENOROMI MAGAZINE

Vous avez récemment travaillé avec Okani Concept Store pour un spot publicitaire. Comment peut-on s'assurer d'obtenir une collaboration avec vous qui semblez si inaccessible ?

### Caroline SITAULT

Pour collaborer avec moi, c'est très simple en réalité : il suffit de m'écrire. Après avoir pris connaissance de votre projet, je prends le temps de vérifier si votre vision et vos attentes collent avec mes valeurs. Le cas échéant, je vous transmets mon «Book LBVLOVEUSE», qui est un recueil de mes statistiques, pour que vous puissiez choisir quel type de collaboration vous intéresse. Puis, on lance !

### ENOROMI MAGAZINE

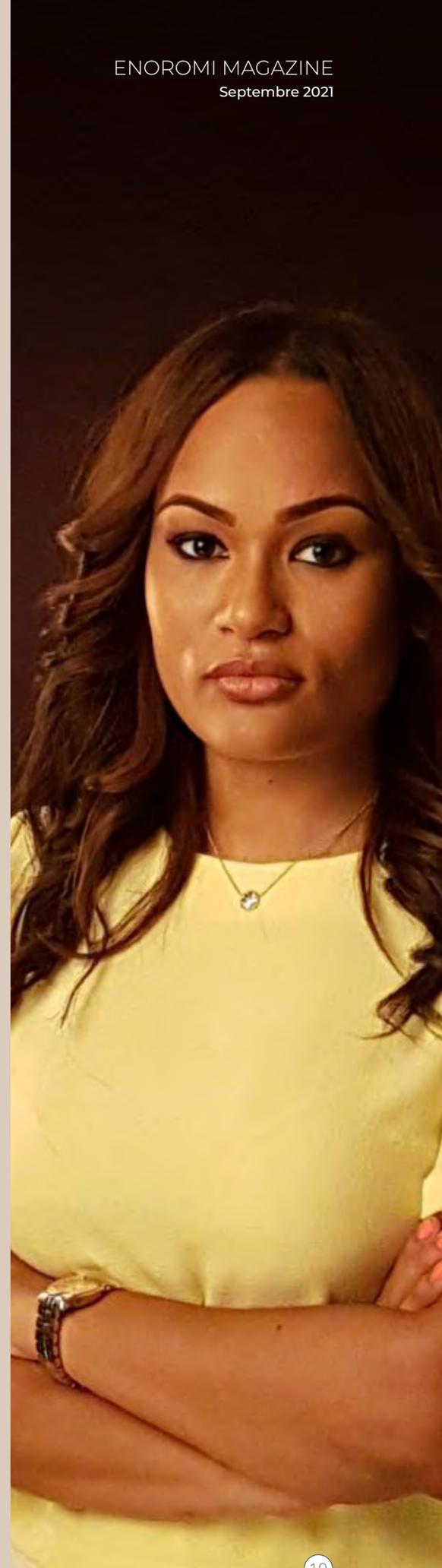
Que répondriez-vous à ceux qui pensent qu'une femme ne peut ou ne doit pas avoir plusieurs casquettes dans la société et avoir un foyer épanoui ?

### Caroline SITAULT

Ce n'est pas facile, mais c'est possible. Il suffit d'être organisée, de savoir bien gérer les charges, de déléguer certaines tâches et de se créer un réel système de soutien moral (ami(e)s, famille, personnes de confiance). Personnellement, je m'appuie énormément sur des applications de gestion des tâches (Trello ou Slack) et de budget (My finance). Rajoutons qu'il faut penser aussi à bien former les personnes qui travaillent avec nous. Communiquez-leur votre vision, ce que vous attendez d'elles et comment y parvenir.

Pensez à vous, ne vous oubliez jamais. Préserver des moments rien qu'à vous. J'aime dire qu'avant l'Amour, l'Amour propre est né. Chouchoutez-vous, aimez-vous. Une femme reste une femme avant d'être une mère et une épouse. De votre épanouissement découleront la bonne entente, l'union et le calme dans le foyer. Et pour finir, n'oubliez pas de remettre vos journées et défis dans les mains de Dieu, il vous donnera toute la force nécessaire. ●

Propos recueillis par  
**Aude Sharys**



# — Enquête —





# Le Guichet numérique de l'investissement **QUID UN AN APRÈS ?**

**L**ancé officiellement en juin 2020 par l'Agence Nationale de Promotion des Investissements (ANPI-Gabon), pour permettre à chaque porteur de projet entrepreneurial vivant au Gabon de créer depuis son domicile son entreprise individuelle ou sa société, le Guichet Numérique de l'Investissement (GNI) a célébré son premier anniversaire cette année. Plus de douze mois après la mise en service de cette plateforme censée améliorer le climat des affaires au Gabon, tout en faisant la promotion de l'entrepreneuriat, combien d'entreprises ont-elles été créées? Quelle a été la place des femmes et des jeunes? L'ANPI-Gabon a-t-elle vraiment tenu parole en termes de délais? On fait le bilan.

## UN LANCEMENT PRÉCIPITÉ PAR LA COVID-19

Si les autorités gabonaises avaient déjà évoqué l'idée quelques années plus tôt, celle-ci avait fini par compter parmi les projets prioritaires de l'Agence nationale de promotion des investissements (ANPI-Gabon), dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires. Il aura pourtant fallu la survenue de la pandémie de coronavirus pour hâter la mise en service effective du Guichet numérique de l'investissement (GNI). Il s'agissait donc, pour son lancement en juin 2020, au plus fort de la crise sanitaire, de trouver une solution censée permettre aux porteurs de projets de poursuivre leur rêve : créer une entreprise en bonne et due forme, en dépit du contexte de pandémie mondiale.

Présenté comme une des solutions permettant à l'économie gabonaise de poursuivre son cours tout en respectant les mesures gouvernementales édictées pour lutter contre le virus (confinement, distanciation physique, etc.), le GNI vise à dématérialiser tout le processus de création d'entreprises au Gabon. Une ambition exprimée depuis plusieurs années par le président de la République, qui souhaite digitaliser les services de l'administration publique en vue de les rendre plus accessibles aux usagers.

Ainsi, depuis plus d'un an, le GNI permet aux futurs patrons d'entreprises d'avoir plus de facilité dans leurs démarches de création de leurs business, et pour ceux ayant déjà créé leurs structures d'en modifier l'aspect administratif plus facilement ou d'en déclarer la cessation. De plus, l'ANPI-Gabon précise qu'en procédant en ligne depuis leur Smartphone, dans un cybercafé ou dans n'importe lequel des lieux où ils ont accès à Internet, les utilisateurs seront parfaitement « en conformité avec les exigences de l'administration publique au Gabon ». Beaucoup y ont cru.



## COMBIEN D'ENTREPRISES CRÉÉES EN LIGNE EN UN AN ?

Après un an d'exploitation, la ministre de la Promotion des investissements, Carmen NDAO, a présidé le 16 juillet 2021 à Libreville, une séance de technique au cours de laquelle l'ANPI-Gabon a décliné les avancées réalisées et les difficultés rencontrées dans la mise en service de ce dispositif de formalisation en ligne des entreprises. Des acteurs du secteur public et privé y ont pris part sur invitation des autorités.

Au cours de cette rencontre, il a été précisé qu'entre juin 2020 et mai 2021, le GNI a formalisé un total de 7 146 entreprises. Il s'agissait précisément de 5 892 entreprises individuelles et 1 254 sociétés. Soit 8,476% d'entreprises créées sous la forme d'entreprise individuelle et 15,25% de sociétés.

« Il se pose alors la question du cadre d'accompagnement et d'encadrement de ces autoentrepreneurs. Par ailleurs, les projets Bourse de sous-traitance et Centre de gestion agréé doivent faire l'objet de mise en œuvre par la Chambre de Commerce du Gabon », commente dans son rapport l'Agence qui réclame une performance de fiches-circuits délivrées de 95%.

## LA PLACE DES FEMMES ET DES JEUNES

Dès l'annonce de la mise en service effective du GNI plusieurs jeunes, dont une bonne partie des femmes ont montré un intérêt pour cette solution jugée plus facile, plus moderne et donc adaptée à leurs attentes. Ainsi, un an après, ce sont au total 2 172 entreprises qui ont été créées par des femmes via cette plateforme.

« La prise d'initiative de la femme, notamment gabonaise se consolide aujourd'hui au regard du nombre de femmes créatrices d'entreprises de production. La volonté de l'État de faire de cette décennie celle de la femme est une réalité. Le programme Woman Business initié par l'ANPI-GABON avec l'appui de la Banque mondiale devrait reprendre ses activités pour un meilleur encadrement de l'initiative féminine », annonce d'ailleurs l'Agence qui se réjouit de l'engouement de la gent féminine.

En comparaison, les hommes ont été à l'origine de la création de 4 971 entreprises. Et l'on estime à 64,4% les entreprises créées par les jeunes. Une bonne avancée, estime-t-on à l'ANPI-Gabon dont les statistiques montrent que « la catégorie qui crée le plus d'entreprises au Gabon est constituée de jeunes. Cette population enregistre 4 477 entreprises créées

pour la période de juin 2020 à mai 2021».

Et selon l'Agence, la tranche d'âge de ces jeunes patrons est comprise entre 21 et 39 ans. L'ANPI-Gabon y voit une preuve de « la cohérence avec les choix de la stratégie d'appui à l'entrepreneuriat initiée par le gouvernement à travers les différents programmes notam-

ment le CNPA, Prodece, e-Startup Challenge ».

L'Agence note également « un intérêt de plus en plus croissant des Gabonais pour l'entrepreneuriat ». D'autant qu'en une année, via la plateforme, 4 625 Gabonais se sont lancés contre seulement 2 520 non nationaux.



## QUID DES DÉLAIS DE CRÉATION ANNONCÉS ?

L'ANPI-Gabon l'assure, « les efforts d'amélioration du GNI effectués au cours de sa première année d'existence ont permis de réduire de 88% les délais d'approbation des sociétés qui sont passés de 42 jours en juin 2020 à 5 jours en mai 2021 et de 75% les délais d'approbation des entreprises individuelles qui sont passés de 12 jours en juin 2020 à 3 jours en mai 2021 ».

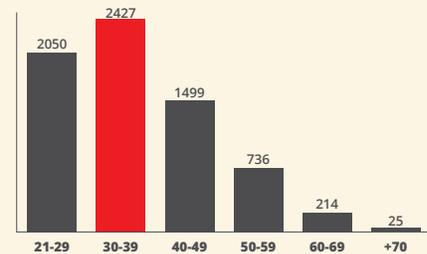
## ET LA SUITE ?

Pour l'heure, un an après son lancement, le GNI n'est profitable que pour les seuls entrepreneurs en activité à Libreville. Mais à l'ANPI-Gabon, on promet que ce Guichet

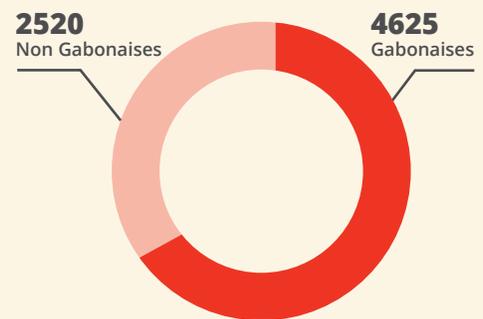
sera bientôt accessible à l'intérieur du pays. Les villes de Franceville et de Port-Gentil sont déjà citées comme les prochaines à accueillir cette solution. Ghislain MBOMA, directeur général, assure travailler sur ce projet avec ses équipes. L'aboutissement devrait intervenir courant 2022. C'est, en tout cas, le souhait des entrepreneurs des provinces du Haut-Ogooué et de l'Ogooué-Maritime.

En attendant, l'Agence poursuit l'amélioration du dispositif de création d'entreprises en ligne dont plusieurs usagers ont décrit quelques manquements, de l'utilisation de la plateforme à l'impossibilité de générer les formulaires administratifs des structures partenaires, ce qui rend encore obligatoire le déplacement à certaines étapes du processus. ●

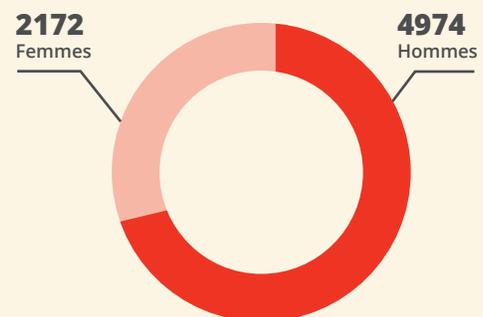
## ENTREPRISES CRÉÉES PAR TRANCHES D'ÂGE



## ENTREPRISES CRÉÉES PAR TRANCHES D'ÂGE



## ENTREPRISES CRÉÉES PAR TRANCHES D'ÂGE





# Tribune

## Covid-19. Et maintenant, que faisons-nous ?

Notre pays comme d'autres, traverse la crise sanitaire avec courage et dignité. Il s'agit pour un pays qui n'a jamais connu de rupture de paix proprement dite de livrer sa première guerre. Comme toute bataille, les dégâts sont énormes et à mon sens, il est impératif que l'Administration publique en charge puisse évaluer secteur par secteur, le bilan détaillé de cette crise sanitaire.

De façon générale, nous avons perdu des compatriotes, 194 au moment où je rédige cette tribune. J'ai vu de mes yeux des entreprises fermer, des hommes et des femmes perdre leurs emplois et par conséquent le chômage exploser. Encore plus vicieux, la neutralisation de la dignité des chefs de famille parce qu'ils n'avaient plus d'argent, faire des économies ne faisant pas partie de la culture populaire, nos familles ordinaires étant assaillies à vivre au jour le jour.

Ce diagnostic que je viens de faire succinctement, chacun de nous peut le faire selon sa perception de la situation, mais pour moi, le plus important est désormais, le « que faisons-nous ? » que faisons-nous de toute cette misère surtout en tant que responsables politiques.

Dans toutes les écoles dans le monde et depuis que nous avons découvert la puissance de la Chine, on nous apprend que toute crise recèle des opportunités. La crise nous l'avons, mais où sont les opportunités ? C'est

une question à laquelle nous devons répondre rapidement et de manière concrète, en agissant par les leviers du pouvoir que nous détenons.

Je tiens d'abord à préciser en attendant la liste exhaustive des secteurs économiques touchés par la Covid-19, qui pourrait être rendue publique par des administrations telles que la Direction générale de l'économie, que la plupart des entreprises qui ont été touchées sont des entreprises gabonaises. Je ne parle pas d'entreprises de droit gabonais pouvant être détenues par des expatriés, mais plutôt des entreprises dont le capital est détenu par des nationaux, petites et moyennes entreprises (PME).

Pour étayer mon propos, je m'appuierai sur une vérité accessible qui permettra à chacun de se faire une idée de la gravité de la situation. Les Gabonais ne sont pas dans le secteur de la petite distribution alimentaire, ce sont les ressortissants du Mali, du Sénégal qui détiennent les boutiques dans nos quartiers, d'où l'expression: « Aller chez le Malien ».

Ces petites boutiques, malgré le confinement dû à la crise sanitaire, ont bénéficié d'une dérogation d'ouverture par les autorités gabonaises, pour ne pas asphyxier nos compatriotes, qui de façon générale, s'alimentent à partir de ces points de distribution.

Autre exemple, les Gabonais ne sont pas dans le secteur de l'agroalimentaire, ce sont les ressortissants libanais, mauritaniens et français qui détiennent la plupart des grandes surfaces de distribution alimentaire. Encore une fois, les nationaux sont absents de ce secteur.

À titre comparatif, nos compatriotes gabonais sont dans le secteur du divertissement (dans le sens noble du terme). Ils détiennent les bistrotts, les boîtes de nuit, les bars américains et sont aussi présents dans le secteur de la restauration. Ces secteurs ont complètement été fermés au plus fort de la crise, et même aujourd'hui, sont assujettis à des restrictions contraignantes. Le monde de la nuit, lui, est resté fermé jusqu'à présent.

La plupart des jeunes Gabonais qui se sont lancés dans ce secteur ont fait faillite, perdu leurs locaux du fait de ne pas être capables de payer des arriérés de loyers de plus d'un an. À Angondjé par exemple, j'ai appris que le « Live », un bar américain extrêmement populaire, avait fermé, parce que les propriétaires, de jeunes compatriotes ne pouvaient faire face au loyer alors que ce bar marchait bien et avait ouvert quelques mois avant la crise sanitaire. Les pertes et le traumatisme sont énormes.

### Maintenant que c'est dit, que faisons-nous?

La première chose que le ministère de l'Économie et de la Relance aurait dû faire, est de mettre à la disposition des jeunes entrepreneurs nationaux en priorité un rapport sur les secteurs sinistrés par la Covid-19 et élaborer une stratégie de reprise en mains de ces différents secteurs. Quoi qu'il arrive, malgré les pertes énormes, certains compatriotes trouveront toujours le moyen de rebondir dans les mêmes secteurs.

Le deuxième rapport que la tutelle aurait dû mettre à la disposition des entrepreneurs est la liste des secteurs résilients, c'est-à-dire qui ont su résister au confinement général et à la crise elle-même. Pourquoi cela est-il important, parce que ce rapport donnerait une indication claire et nette au tissu entrepreneurial national, sur les secteurs dans lesquels les nationaux devront désormais investir en priorité, dans la perspective d'une crise à venir.

Le problème de notre pays est qu'on essaie toujours de résoudre les difficultés auxquelles nous faisons face dans l'urgence, sans y avoir consacré un temps d'analyse profonde. Les solutions proposées deviennent donc des solutions de très court terme, incapables d'avoir une portée durable.

Dans la perspective de la relance économique tant prônée par les autorités, du moins le ministère en charge, il faut d'abord mobiliser les moyens de la relance, à mon sens, le gouvernement le fait très bien même s'il utilise le ressort de l'emprunt. De ce que j'ai cru comprendre, 250 milliards de nos francs avaient été mobilisés pour aider à la relance économique. Ce ne sont pas les idées qui manquent puisque depuis, le PRE, plan de relance économique qui visait des remises d'impôts pour les entreprises qui préserveraient des emplois, s'est mué en PAT, Plan d'Accélération de la Transformation, avec des résultats plus ou moins visibles par exemple dans le secteur de la route et l'énergie. C'est à mon avis déjà quelque chose de positif dans un monde de désolation généralisée.

Il est vrai qu'au plus fort de la crise de la Covid-19, il y a eu des aides gouvernementales sur le transport, la prise en charge des factures d'eau et d'électricité, la mise en chômage technique de certains compatriotes

et le maintien d'une allocation de 50 à 70% de leur salaire brut. Je ne parle même pas des aides alimentaires et des allocations spéciales du Président de la République pour la santé des Gabonais.

Relancer une économie, c'est aider les entreprises et susciter un investissement direct étranger (IDE) massif dans le pays. Il faut donc comprendre quels sont les besoins des entreprises. Est-ce faire face aux charges locatives, opérer la transition vers la digitalisation des services, faire monter en compétence les personnels donc un besoin direct de formation, de la liquidité pour certaines entreprises, un appui de l'état à l'emprunt bancaire ou simplement pour certaines, une prorogation du moratoire sur le remboursement de leurs dettes.

Ces spécificités auraient permis à la plupart des ministères en charge de mieux orienter leurs aides aux entrepreneurs locaux. Il faut savoir que toutes les entreprises n'ont pas nécessairement besoin d'une aide en numéraire. À la suite, il aurait été judicieux de mettre en place un bureau de suivi des entreprises ayant bénéficié des aides de l'État pour savoir quel est leur niveau de reprise et comment celles-ci absorbent le chômage créé par la crise sanitaire.

En ma qualité d' élu local, je dois dire que les collectivités locales n'ont pas été suffisamment mises à contribution dans le plan de relance économique du gouvernement. Les marchés (places dédiées au commerce), je le pense, sont des espaces qui peuvent par le moyen de l'action municipale, absorber une bonne partie du chômage. Cette crise sanitaire, aurait été l'occasion pour les conseils municipaux de réorganiser les espaces d'occupation à l'intérieur des marchés comme celui de Mont-Bouët, pour aboutir ne serait-ce qu'à

un équilibre entre les commerçants expatriés et les nationaux. Je crois qu'il est toujours possible d'agir dans ce sens, si nous en avons la volonté et sans que l'on ne nous taxe d'être contre X ou contre Y.

En guise de mot de fin, je voudrais modestement encourager les autorités gabonaises à mettre en place un « avantage gabonais », c'est-à-dire, la capacité pour un Gabonais de faire les affaires dans son pays et de ne pas être taxé au même niveau que ceux qui possèdent d'autres nationalités.

On pourrait commencer par les ports et les aéroports pour donner un avantage compétitif à la nationalité gabonaise quand il s'agit d'importer des produits. Ce que je dis là n'est pas si extraordinaire puisqu'une loi existe qui revient sur la préférence nationale pour les emplois. En tant que responsables politiques, nous devons résoudre les problèmes de nos compatriotes en urgence. Si, nous ne le faisons pas, en considération de l'amour que nous avons pour ce pays, nous serons passés à côté de l'essentiel et de l'histoire. ●

*Jo Dioumy Moubassango*

Homme politique  
Gabonais.

# Dossier

## CODE DU TRAVAIL

**Une loi plus moderne et plus juste.**

Présentée par le gouvernement, le patronat et la plupart des organisations syndicales ayant contribué à sa conception comme une des lois les plus abouties du pays depuis ces dix dernières années, le nouveau Code du travail devrait permettre d'en finir avec une bonne partie des conflits au sein des entreprises et même dans les administrations publiques. Quelles sont ses réelles avancées au bénéfice du travailleur ?

## SIX ANNÉES DE DIALOGUE

Pour parvenir à la matérialisation du souhait du président de la République, Ali BONGO ONDIMBA, qui aspirait à un nouveau Code du travail débarrassé des nombreux défauts que lui trouvaient aussi bien les travailleurs que les employeurs, il a fallu discuter et soutenir longtemps. Le gouvernement et ses partenaires ont en effet dû échanger six années durant pour aboutir à la mouture finale du Code du travail dont le projet a été adopté par l'Assemblée nationale le 25 juin 2021.

Accusé par certaines organisations syndicales d'avoir rompu le pacte qui les liait en précipitant l'adoption par le Parlement du projet de loi y relatif, au ministère de l'Emploi, de la Fonction Publique, du Travail et de la Formation Professionnelle, chargé du Dialogue Social, l'on assure que depuis 2015 les

discussions n'ont jamais cessé jusqu'à leur aboutissement en 2021. Le gouvernement rappelle en effet que trois dialogues ont eu lieu avec les représentants des syndicats du patronat et des travailleurs, à savoir :

**Le dialogue de 2015 :** Il avait pour objectif de passer en revue les propositions de réformes précédentes, les relire, et les réécrire afin de les adapter aux défis actuels rencontrés par le Gabon (diversification de l'économie, croissance des emplois, employabilité des jeunes). Le Bureau International du Travail (BIT) avait également été consulté sur la version du Code du travail 2015.

**Le dialogue de 2019 :** Il consistait en la réécriture de certains articles et concertation avec les partenaires sociaux du 19 au 25 août de cette année. Les phases suivantes de ces échanges avec les partenaires sociaux ont été l'occasion pour le gouvernement de recueillir les contributions des travailleurs et des employeurs.

**Le dialogue de 2020 :** Au regard des modifications à apporter, et compte tenu de l'importance attachée par le gouvernement à cette réforme, il était apparu nécessaire d'organiser une troisième phase de concertation en plénière. Celle-ci avait pour objectif d'examiner et de réécrire la proposition de réforme, avant son examen au Parlement. Cette phase a été suspendue en octobre 2019, pour reprendre début 2020.

Les autorités assurent donc que le nouveau Code du travail en vigueur au Gabon est bel et bien le résultat des nombreux échanges et rencontres ayant réuni plusieurs années durant les représentants du gouvernement et ceux des syndicats du patronat et des travailleurs. Régis par la Convention n°144 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), ces dialogues répondaient aux exigences internationales de bonne gouvernance et d'efficacité. Ils s'inscrivaient également dans la volonté du gouvernement de développer le dialogue social. ●

## QU'EST-CE QUI CHANGE ?

Le nouveau Code du travail en vigueur en République gabonaise comporte de nombreux changements bénéfiques aux employeurs qui ont donné leur accord pour son adoption. Mais les travailleurs ne sont pas non plus en reste. À la lecture de cette loi, ceux-ci tirent également grand avantage des réformes engagées.

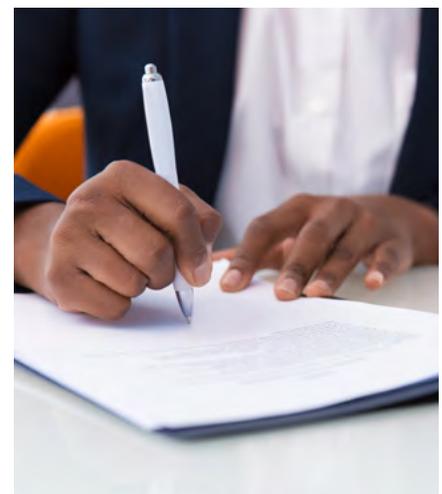
### 1. Reconnaissance des différents types de contrats

Le nouveau Code du travail fait preuve de beaucoup plus de souplesse que le précédent. Il prend en compte et codifie

plusieurs formes contractuelles d'embauches, alors que ceux-ci n'avaient pas encore de statut, pour les adapter au nouveau marché de l'emploi. Il s'agit du :

- Contrat saisonnier (Article 27) ;
- Contrat à temps partiel (Article 31) ;
- Contrat intermittent (Articles 41 à 44).

Le nouveau code intègre également la durée du travail à temps partiel (article 198), et permet d'offrir au travailleur la possibilité d'adapter son temps de travail ou de bénéficier d'un contrat à temps partiel avec la possibilité d'en cumuler un autre dans une autre entreprise, sous réserve des clauses de non-concurrence. Il prend enfin en compte le travail par cycle et par rotation en fixant un cadre légal clair pour les entreprises à feu continu (Article 200).



Au ministère du Travail, l'on explique que : « ces contrats ont l'avantage de s'adapter aux cycles d'emplois dans différents secteurs d'activité : agriculture, culture, commerce, industrie ».



## 2. Meilleur encadrement des licenciements

Le gouvernement l'assure, le nouveau Code du travail est un document qui « assouplit les cas particuliers de procédures de licenciement pour mieux les adapter aux réalités économiques ». Ainsi, en matière de résiliation des contrats de travail, la réforme opte pour cinq possibilités :

- La résiliation amiable impliquant la volonté de l'employeur et de l'employé, ce qui est favorable aux travailleurs, car elle permet de négocier un départ à l'amiable, avec indemnités supérieures (Article 68) ;
- L'assouplissement de la procédure de licenciement pour les personnels de maison : le préavis remplace la convocation à l'entretien préalable (Article 65 al 3) ;
- L'assouplissement du licenciement des personnels incarcérés pour faute professionnelle : la constatation par un huissier remplace la convocation à

l'entretien préalable (article 65 al 3) ;

- L'assouplissement du licenciement économique : en deçà de dix travailleurs, une procédure d'entretien préalable remplace le mécanisme d'autorisation de licenciement (Article 59).

Cette disposition est une adaptation aux contraintes observées dans la pratique où les inspecteurs du travail ont du mal à répondre à ces demandes d'autorisation, qui, au terme du délai légal d'un mois, sont réputées acquises pour l'employeur.

Cette procédure d'entretien préalable permet de protéger les droits du travailleur avec le rôle renforcé des représentants du personnel et du débat contradictoire issu de la procédure d'entretien préalable.

## 3. Une place de choix pour les jeunes, les femmes et les nationaux

### Les femmes et les congés

La réforme introduit la suppression de

la limitation de l'accès des femmes au monde du travail du fait de critères de pénibilité. De même qu'elle prend désormais en compte un congé de paternité de trois jours (Article 54 al 14).

Ainsi apparaît la possibilité de fractionner la jouissance du droit aux congés (Article 222). Et à côté, le congé sabbatique est désormais reconnu comme droit. Celui-ci est d'une durée maximum de deux ans dans le but d'offrir aux travailleurs l'opportunité de pouvoir suspendre le contrat de travail notamment pour vivre une expérience entrepreneuriale ou pour parfaire leur formation. (Article 54 al 15).

### La place des jeunes

La nouvelle loi codifie les différentes formes d'apprentissage en vue d'être davantage bénéfique aux jeunes. Elle prend notamment en compte deux principaux contrats spécifiques : le Contrat d'apprentissage jeunesse (articles 90 à 115) et le Contrat insertion professionnelle avec alternance (articles 95 à 115).

« Cela fait suite au succès observé du Contrat d'Apprentissage Jeunesse (CAJ) auprès des employeurs et des jeunes. La réforme codifie également de nouveaux mécanismes qui favorisent la formation professionnelle et la reconversion des travailleurs au chômage ou en reconversion professionnelle », justifie le ministère du Travail.

### Quid des travailleurs étrangers ?

Au sujet de l'octroi des autorisations d'emplois à des travailleurs étrangers, le nouveau Code du travail en encadre mieux les modalités en exigeant par exemple la preuve que l'entreprise a procédé à une publication d'appel à candidatures dans un journal d'annonces ou sur un site de l'Office National de l'Emploi (ONE) des postes pour lesquels une autorisation est requise ; ceci pour permettre aux nationaux de postuler à ces postes avant que l'autorisation ne soit accordée (Article 125.3). ●



# Chaque Expérience est *unik*

Communication d'Influence et Corporate, Studio Graphique et Événementiel



## Communication d'Influence

Conseil en communication personnelle et en stratégie d'influence des dirigeants.



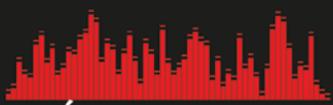
## Communication Corporate

Nous développons votre audience pour vous offrir un réseau qualitatif et important.



## Studio Graphique

Nous révélons le contenu génétique de l'entreprise à travers l'ensemble des supports physiques et pixel



## Événementiel

Plus qu'une simple boîte événementielle, Com'Unik est une source d'idées originales et de prestations de qualité.

Mais... ENCORE! 



# FREDDHY KOULA MOUSSAVOU

*Le football dans ses 1000  
facettes.*

*Il est sans conteste un des jeunes journalistes gabonais les plus prometteurs. Après être passé dans plusieurs médias bien connus au niveau national et international, Freddy KOULA MOUSSAVOU est depuis quelque temps agent de footballeur. Une activité professionnelle que le patron de K-Consulting, une entreprise de communication et de marketing sportif, qu'il cumule avec sa fonction de président fondateur du club féminin de football Atlético Akanda. Le doctorant se livre à nos lecteurs, y compris au sujet de ses coups de gueule à répétition.*

**ENOROMI MAGAZINE**

Qui est Freddy KOULA MOUSSAVOU pour nos lecteurs qui ne le connaissent pas ?

**Freddy KOULA MOUSSAVOU**

C'est souvent assez difficile de se décrire soi-même, mais l'essentiel que les gens doivent savoir de moi est que Freddy KOULA MOUSSAVOU est un petit Punu de Moabi, précisément de Mocabe, dans la province de la Nyanga. Je suis un arrière-arrière-petit-fils du guerrier Punu Mavurulu-Mâ Nziengui, alias Nyonda Makita. J'ai 31 ans, je suis issue de famille nombreuse, ma mère (maman Rosalie) a eu 11 gosses, je suis le 9e de la lignée, et le seul de petite de taille aussi. Rire.

Ce que les gens ignorent de moi également, c'est que mon géniteur est sénégalais, c'était un tailleur. Il est rentré chez lui depuis, je n'ai pas eu la chance de grandir avec un paternel à mes côtés. Cependant, au fil des ans, et malgré la modestie de la famille, j'ai tenté de caresser mes rêves. J'ai fait des écoles catholiques, j'étais enfant de cœur, et j'ai même failli faire le séminaire pour devenir prêtre. J'ai été scolarisé au lycée à Moabi et à Mouila, avant d'atterrir à l'UOB. Je suis donc un bon « bledois » venu à Libreville grâce à l'école.

Je suis connu comme journaliste depuis 6 ans maintenant, et je poursuis actuellement une thèse en Communication à Grenoble. J'ai créé un club de foot, Atlético Akanda, il y a deux ans. J'ai aussi une entreprise de Communication et Marketing sportif nommée K-Consulting. Aujourd'hui, je m'intéresse davantage au Management des organisations sportives et au métier d'Agent de joueur. J'ai deux enfants, une fille, Hillary qui est à Dakar, et un fils, Elliott, qui vit à Paris. Voilà un peu de moi.

**ENOROMI MAGAZINE**

Où en êtes-vous avec votre carrière de journaliste ?

**Freddy KOULA MOUSSAVOU**

Pour être honnête, elle est sur le point de disparaître. Depuis le début de la Pandémie, et depuis la fin de mon aventure avec Canal (parce que je devais me consacrer à ma thèse), et celle avec TV5 Monde avec qui je faisais des tours cyclistes, je suis resté uniquement dans la consultation. Cela fait quatre ans que je suis un des journalistes consultants de RFI, et de l'émission Radio Foot international.

J'ai un peu perdu la flamme journalistique qui m'animait il y a encore 2 ou 3 ans. Je suis un peu arrivé à saturation d'un point de vue médiatique. Je n'ai plus de vie privée, et y a pas d'argent dans ce métier méprisé de toute part dans notre pays. Je suis donc peu à peu en train de quitter le métier, avec le sentiment d'avoir déjà tout connu ou presque, et très vite.

**ENOROMI MAGAZINE**

On vous a connu actif avec certains médias internationaux tels que Canal+ et RFI. Com-

ment le jeune gabonais et toujours étudiant est-il parvenu à cet exploit ?

**Freddy KOULA MOUSSAVOU**

J'ai une bonne étoile, je crois. Rire. Pour tout vous dire, je n'avais pas forcément planifié une explosion médiatique aussi rapide. J'ai toujours fait du journalisme un simple délire, depuis Radio Campus, et une passion liée à celle que j'ai pour le sport et le football en particulier. Depuis l'UOB et mes années de Master en Communication, tout est allé très, très, vite. J'ai commencé au bas de l'échelle et, à chaque fois, je suis tombé sur de bonnes personnes. Je me compare toujours à un jeune footballeur sorti fin centre de formation, et qui a fini Professionnel. En tant que journaliste j'ai un peu travaillé pour toutes les grandes chaînes locales (TV+ ; Télé Africa ; Gabon TV et Gabon 24...). J'ai tout connu en un temps record.

L'accélérateur a été ma participation aux Sambas Professionnels en 2015. J'y ai rencontré Pape DIOUF, Amobe MEVEGUE, qui nous ont malheureusement quittés récemment, en plus de Joëlle NDONG ; Aboubracy BA et Josiane MATENE, la promotrice de ce séminaire d'échanges et de compétences. Ils m'ont fait comprendre que je pouvais aller loin en me consacrant au journalisme. J'y ai cru, j'ai bossé comme un fou, et Dieu a fait le reste : Canal+ ; TV5 Monde ; RFI ; Stad'Afric... Ces échanges ont bouleversé ma vie et ma carrière. J'ai laissé le destin le guider.

**ENOROMI MAGAZINE**

Comment êtes-vous arrivé dans le domaine de la gestion des carrières de footballeurs ?

**Freddy KOULA MOUSSAVOU**

Agent de joueur, c'est un métier qui m'a souvent fait rêver. Je calque beaucoup ma carrière sur celle de Pape DIOUF, pour qui j'avais énormément d'affection et d'amour. C'était un de mes mentors. Que Dieu le garde auprès de lui. Pape a été journaliste à la Provence, puis agent de joueur (de Drogba notamment) et enfin président de l'Olympique de Marseille. J'essaye, toute proportion gardée, de suivre ce chemin.

Aussi, depuis que j'ai créé Atlético Akanda, même si nous n'avons pour l'instant lancé que la section féminine, j'éprouve de plus en plus le besoin de gérer, de bout en bout, la carrière des footballeurs et footballeuses, car il y a un vrai manque. C'est un marché, une niche que j'ai repérée, j'essaye de m'y insérer. On verra ce que ça donnera.

**ENOROMI MAGAZINE**

Cette activité d'agent de joueur est-elle rentable dans notre pays ?

**Freddy KOULA MOUSSAVOU**

Au Gabon, non, pas actuellement en tout cas. La rentabilité dans ce métier est liée à la valeur du championnat pour lesquels on travaille. Le championnat gabonais est à l'arrêt depuis deux ans. Et avant ça, il tâtonnait déjà.



# Mais... ENCORE! ▶

Les clubs sont en grande difficulté, et donc peu d'entre eux font des folies ou sortent des grosses sommes d'argent pour enrôler les joueurs.

Il faut donc être patient et astucieux pour faire de bonnes affaires. Avec Bayanho ça a été un coup d'essai, plutôt réussi. On va essayer d'aller plus loin, avec d'autres jeunes.

## ENOROMI MAGAZINE

Vous êtes également connu comme un analyste plutôt virulent dans le milieu du football national ? Cette position ne vous est-elle pas défavorable ?

### Freddy KOULA MOUSSAVOU

Virulent ou trop direct ? Rire. Je suis un peu l'homme à abatte dans le milieu du foot, et surtout le cauchemar de ceux qui font mal les choses dans le sport gabonais. Sincèrement, cette impression s'est accentuée sur les trois dernières années, quand j'ai compris que ce n'est pas en caressant et en étant gentil avec les autorités sportives que le sport ou le football gabonais avancera. C'est un risque que j'ai pris en me mettant du côté « de la logique » et non du côté de l'argent et du pouvoir de décision.

Ça aurait pourtant été très facile et bénéfique pour moi si je me mélangeais à ces gens. Mais non. Je me dis qu'on a une responsabilité devant Dieu et devant les hommes, il faut penser au bien commun et au pays, avant de penser à son compte bancaire.

Critiquer, ou analyser objectivement le fonctionnement du mouvement sportif gabonais, et même des médias, me vaut quelques blocages notamment pour mon club qui a été empêché par la Ligue de football de l'Estuaire de disputer le championnat il y a deux ans, de façon tout à fait arbitraire. Ils ont certainement voulu me faire payer ma « grande gueule » en faisant du mal à une trentaine de jeunes filles. Aujourd'hui pourtant, Atlético Akanda a envoyé 15 filles en équipes nationales, U20 et sénières. Je suis donc un ennemi qui leur veut du bien. Sourire.

## ENOROMI MAGAZINE

Quel est, selon vous, l'état du football gabonais actuellement ? Et que faut-il faire pour qu'il s'améliore ?

### Freddy KOULA MOUSSAVOU

Nul besoin d'être un acteur du football gabonais pour savoir le triste état dans lequel est notre football. C'est une cité en ruine dont les architectes chargés de la construction ou la reconstruction sont soit amateurs, soit imposteurs. L'argent a créé une lobotomie chez les dirigeants du foot gabonais au point d'oublier ce qu'est le football : la formation, la promotion, les compétitions et les infrastructures.

Ils ont oublié que c'était d'abord un jeu dans lequel les footballeurs sont les éléments essentiels. Le plus inquiétant c'est que le football gabonais fonctionne comme un cartel, la chaîne de corruption est trop importante pour parvenir à corriger quoique ce soit en un clic. Malgré l'argent que met le Président de la République et l'État gabonais, tant qu'il n'y aura pas de contrôle et une punition des délinquants, on n'avancera pas. Le professionnalisme n'arrivera jamais tant que football reste une zone de non-droit. Un domaine dans lequel personne ne rend compte, parce que trop lié à la politique.

Le football ne se développera pas tant que ceux qui le gèrent ne montreront pas plus de sérieux afin d'attirer les entreprises, les mécènes et sponsors. Les multinationales et les grandes sociétés ne sont pas dupes. Qui va associer son image à un produit « minable » ? Personne. Le mal est profond, mais encore faut-il reconnaître qu'il y a un mal existant, pour qu'il soit soigné.

## ENOROMI MAGAZINE

Qui et où sera Freddy Koula Moussavou dans 5 ans ?

### Freddy KOULA MOUSSAVOU

Si vous m'aviez dit dans 10 ans, je vous aurais répondu : « A la Fegafoot, comme président. » Car j'aurais 40 ans révolus. Rire.

Dans cinq ans, je crois que je serai dans un laboratoire ou dans une université, comme Chercheur ou Enseignant. J'espère aussi que j'aurais grandi et réussi à pénétrer le métier d'Agent de joueurs, cela signifierait avoir beaucoup d'argent déjà, et donc prêt à faire des investissements utiles pour le pays, ma famille et mon village, Mocabe. ●

*Propos recueillis par  
Griffin ONDO*



# CONSEIL GABONAIS DES CHARGEURS

ÊTRE AU SERVICE DES IMPORTATEURS  
ET EXPORTATEURS

EFFICACITE - PERFORMANCE - DEVELOPPEMENT



## NOS MISSIONS

- ✓ Encadrement du Trafic de Fret Multimodal.
- ✓ La gestion des droits de trafic de fret national et international multimodal.
- ✓ La Tracabilité des cargaisons.
- ✓ La mise en place et la gestion de l'Observatoire National de Transport de Fret.



### Direction Générale

BP: 1163  
Owendo / Gabon  
Tel: (+241) 11 70 75 85  
(+241) 11 70 75 86

### Représentation Europe & Ameriques

4, Av Franklin Roosevelt  
75008 Paris  
Tel: +33 1 56 59 91 82  
Fax: +33 1 49 53 09 31

### Représentation Ogooué-Maritime & Sud Gabon

BP: 360 Port-Gentil  
Tel: +241 11 55 25 86  
+241 11 56 19 46  
Fax: +241 11 56 01 17

### Antenne Bitam

Tel: +241 74 92 42 46  
**Bureau de Ntoum**  
+241 74 92 44 31  
**Bureau de l' Aéroport de Libreville**  
+241 74 92 42 41



## ► DÉVELOPPEMENT PERSONNEL **RENTÉE DES CLASSES**

### **Le casse-tête financier des parents.**

**L**a rentrée scolaire est là. Un gros moment de stress pour les parents. Il faut faire tous les petits calculs, même lorsqu'on a qu'un seul enfant à scolariser. Surtout avec cette crise sanitaire qui s'éternise et qui ne facilite pas la reprise économique. Il va donc falloir être particulièrement attentif et bien tenir son porte-monnaie pour ne pas s'asphyxier financièrement. Comment faire pour y parvenir ? Voici quelques idées qui nous ont paru exploitables.

Avec la crise de la COVID-19, on assiste chaque jour sur nos marchés à la hausse des prix des produits. Les manuels scolaires n'échappent pas à cette flambée des prix. Ce qui est un véritable casse-tête pour les parents particulièrement pour ceux ayant plusieurs enfants à scolariser. Les budgets peuvent alors rapidement exploser. Il est donc nécessaire de trouver des astuces pour ne pas se ruiner pendant cette période sensible, qui impose des dépenses qu'on ne peut généralement pas mettre de côté.

#### **ACHETER D'OCCASION**

Si vous souhaitez faire des économies dans votre budget « rentrée scolaire », réaliser ses achats d'occasion auprès de particuliers sur des sites de revente peut considérablement aider. Vous pourrez surtout réaliser de grosses économies sur les manuels scolaires. Il y a aussi les traditionnelles librairies éphémères de l'ancienne Gare routière de Libreville. Elles soulagent chaque année des milliers de parents qui ne peuvent pas acheter les manuels neufs à leurs enfants. Cela ne vous dévalorisera pas du tout ! L'essentiel étant de faire le trousseau scolaire de votre enfant sans vous ruiner.

#### **PENSER AU TROC**

Si cela peut vous rassurer, sachez que vous n'êtes pas le seul parent à rencontrer des difficultés à la rentrée des classes. Vous êtes plus nombreux que vous ne pouvez l'imaginer. N'hésitez donc pas à vous rapprocher des autres parents et de leur proposer de troquer des manuels. Votre enfant passe au niveau supérieur ? Allez voir ceux qui y étaient l'année dernière et voyez ce qu'il leur reste comme manuels.

Pour aller plus loin, vous pouvez faire intervenir l'association des parents d'élèves et organiser une petite foire du troc. À la guerre comme à la guerre ! Quand il faut remplir le cartable des enfants, il faut savoir mettre son égo de côté. Et de toutes les façons, à quoi cela vous servira-t-il de stocker de vieux manuels scolaires dans vos placards ?

#### **RÉUTILISER DES FOURNITURES NON UTILISÉES**

L'autre bon moyen de réaliser d'importantes économies, c'est de fouiller dans vos placards afin de voir s'il ne vous reste pas des fournitures non utilisées et achetées en trop lors de l'année scolaire précédente... quand tout allait bien. Vous pourriez ainsi être amené à faire des économies sur quelques cahiers, stylos et autres rames de papier qui dormaient dans vos placards. Pensez aussi à regarder dans ses anciennes fournitures celles qui ne sont pas trop usées. C'est toujours des économies de faites.

#### **RÉALISER DES ACHATS GROUPÉS**

Si vous avez plusieurs enfants à scolariser, pensez à faire des achats groupés. Et surtout, essayez d'effectuer tous vos achats chez le même fournisseur. Cela peut vous donner droit à des réductions considérables. Ne dit-on pas que « la fidélité est un gage de satisfaction » ? Vous pouvez aussi inciter vos amis et voisins à passer des commandes groupées. Cela vous permet d'acheter au prix de gros et il ne vous restera plus qu'à partager, en fonction des besoins de chaque famille. ●

Christian BOUA

# DÉCONFINEZ VOTRE MARQUE



Think different

Studio de Graphisme

+241 - (0)74 - 81 - 92 - 83

► SPORT

# TIME-OUT 2.0

## Géraldine YEMA ROBERT, sa volonté d'offrir plus au sport gabonais.

Après une carrière sportive élogieuse, la basketteuse gabonaise à la retraite, Géraldine YEMA ROBERT, est pleinement engagée à se construire un parcours en dehors des parquets. La Coordinatrice nationale du Championnat scolaire et universitaire (CSU) était récemment en Suisse, au siège européen de la Fédération internationale de basketball (FIBA Europe), pour la cérémonie de remise des diplômes du programme de formation baptisé « Time-Out 2.0 » auquel elle a pris part 20 mois durant. Nous nous sommes entretenus avec elle pour tenter d'en cerner les contours.



### ENOROMI MAGAZINE

Dernièrement, vous avez relayé sur les réseaux sociaux votre présence au siège de la FIBA. Pourriez-vous nous dire les raisons de cette visite ?

### Géraldine YEMA ROBERT

C'est toujours un plaisir pour moi d'être interviewée par vous. J'étais effectivement au siège de la FIBA, ap-

pelée « La Maison du basket », située à Mies, près de Genève. J'y suis allée pour la remise des diplômes du programme créé par FIBA Europe appelé Time-Out 2.0.

### ENOROMI MAGAZINE

Le programme TIME-OUT 2.0 de la FIBA Europe, de quoi s'agit-il ?

### Géraldine YEMA ROBERT

Time-Out 2.0 est un projet qui vise à promouvoir l'éducation dans et par le sport en mettant un accent particulier sur le développement des compétences, ainsi qu'à soutenir la mise en œuvre des lignes directrices de l'UE sur la double carrière des athlètes.



Il s'agit d'un programme de compétences et de mobilité, modélisant le projet de double carrière Time-Out. Il est composé d'un cours d'apprentissage mixte dispensé par une gamme de partenaires académiques. De manière unique, ce programme sur mesure comprend des athlètes et des administrateurs, suivant une variété de modules spécifiques aux affaires et au sport.

#### ENOROMI MAGAZINE

Quelles sont la procédure et les modalités pour s'inscrire à cette formation ?

#### Géraldine YEMA ROBERT

C'est un programme conçu d'abord pour les athlètes et administrateurs européens. Exceptionnellement, il y a eu la participation de deux non-Européens, dont je faisais partie, car je représentais le Gabon.

Pour participer à ce programme, FIBA Europe choisit, sur proposition des différentes fédérations de basketball en Europe, des athlètes (toujours en activité ou à la retraite), qui ont eu un impact considérable dans leurs différents championnats respectifs, certains ayant (ou pas) joué pour leur équipe nationale.

#### ENOROMI MAGAZINE

Combien de temps dure la formation et par quel moyen suit-on les enseignements ? Aussi, quel est le contenu des enseignements ?

#### Géraldine YEMA ROBERT

Le programme a duré 20 mois et les cours étaient prévus se dérouler en présentiel et à distance (sessions Zoom). Avec l'arrivée de la crise sanitaire, nous avons suivi le programme à distance, sauf pour une session qui a pu se dérouler à Strasbourg, il y a quelques mois.

Le contenu du programme était le suivant :

- Les cours FIBA sur le Management et le Business du Sport, délivrés par des experts FIBA, ou n'appartenant pas à FIBA ;
- Les cours sur le Leadership et le Management du Sport délivrés par l'Université de Northumbria (Angleterre) ;
- Le programme de conseiller en mode de vie des athlètes (Talented Athlete Scholarship Scheme, TASS).

#### ENOROMI MAGAZINE

Quels sont les débouchés de votre formation ?

#### Géraldine YEMA ROBERT

La stratégie de la FIBA est de travailler en étroite collaboration avec des partenaires qui incluent d'autres fédérations et organisations sportives internationales (UEFA, CIO, NBA, etc.), et de développer davantage le soutien à ses fédérations, ligues, clubs et joueurs.

Avec les compétences obtenues, le débouché principal est la possibilité d'apporter mon expertise aux clubs, aux fédérations, aux ligues et aux institutions sportives, pour ne citer que ceux-là, en les aidant à développer des stratégies afin de créer divers projets sportifs professionnels et amateurs, ainsi que des programmes pour les jeunes. ●

*Hailée MD.*

► CULTURE

# FESPACO

## Le Cinéma gabonais à l'assaut de l'Étalon d'Or.

Le Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco), principal rendez-vous du cinéma en Afrique, se tient tous les deux ans dans la capitale burkinabé. Et pour cette édition prévue du 16 au 23 octobre 2021, de belles choses sont à prévoir dans le pays de Thomas SANKARA, qui entend couronner à nouveau les meilleurs du 7e Art africain. Des dizaines de films du continent et de la diaspora sont en lice pour briguer l'Étalon d'Or. Parmi les nominés, quatre cinéastes gabonais : Ferdinand LEPOKO, Samantha BIFFOT, Winnele VEYRET et Marie Hélène Kyncia ESSONO NDONG. Ils concourent dans les catégories Séries Télé, Courts Métrages et Films des écoles africaines de cinéma, avec un bonus pour « YAMB » de Winnele VEYRET, qui participe en outre dans la section Sukabe.



### Ferdinand LEPOKO.

Concourant dans la catégorie Séries Télé avec « Hôtel Coco », Ferdinand LEPOKO est réalisateur, monteur, truquiste et entrepreneur depuis la création de sa société ALDEBARAN Pictures. Bientôt deux décennies qu'il est présent dans le monde de l'audiovisuel au Gabon. Il a une grande expérience des plateaux acquise au fil de ses collaborations avec des pointures du cinéma gabonais et africain, notamment, Henri Joseph KOU-MBA-BIDIDI, Charles MENSAH, IMUNGA IVANGA, Mamadi SIDIBE, etc.

À son actif, le réalisateur compte plus d'une centaine de clips vidéo et de spots publicitaires ainsi que deux documentaires, « Les enfants de la toile » et « Vyckos Ekondo » ; un court métrage, « Maléfice ». Il a également réalisé quelques-uns des épisodes de la série « Pango et Wally » produite par l'Institut gabonais de l'image et du son (IGIS). Il a été assistant-réalisateur sur les plateaux de tournage de plusieurs productions telles que : « L'ombre de Liberty », « Inspecteur Sorry », « Les années écoles », « Le Lion de Poubara. [Le Collier du Makoko] ».

« Hôtel Coco » rivalisera avec des productions venues de six autres pays à travers le continent, mais également avec « Mami Wata : le système d'Ivèza » de Samantha BIFFOT.



### Samantha BIFFOT.

La réalisatrice, productrice et scénariste Samantha BIFFOT est l'un des meilleurs représentants du 7e art gabonais. Habitée des récompenses ouagalaises, elle est connue pour avoir remporté le Prix de la meilleure série au Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (FESPACO) en 2013. Depuis, elle a été primée à plusieurs reprises notamment en 2015 au Festival Escales documentaires à Libreville où elle a remporté le prix spécial du jury pour « L'Africain qui voulait voler », une œuvre qui met en évidence l'incroyable histoire de Luc BENDZA, Me de Kung-Fu gabonais vivant en Chine. Grâce au même documentaire, elle a été lauréate du prix du meilleur film documentaire au Festival international du cinéma et de l'audiovisuel du Burundi, en 2017.

En 2010, Samantha BIFFOT a créé sa maison de production audiovisuelle, Princesse M Productions, avec laquelle elle a réalisé l'adaptation africaine de la série télé « Parents Mode Emploi Afrique ». D'autres productions s'en sont suivies : « Taxi Sagat » (2016), « Kongossa Télécom » (2018) et « Mami Wata: Le système d'Ivèza » (2021) qui lui vaut sa nomination.

### Des benjamines dans la course

Deux jeunes réalisatrices gabonaises sont également en lice dans cette compétition. Mais celles-ci évolueront dans d'autres catégories, à savoir : Fictions, Courts Métrages et Films des écoles africaines de cinéma. Il s'agit respectivement de Marie Winnele VEYRET et Marie Hélène Kyncia ESSONO NDONG.



Winnele VEYRET est une réalisatrice et actrice gabonaise installée à Bordeaux, en France. Elle est connue pour sa participation et sa collaboration à la réalisation du film « Petit chemin » (2018) de Louise PAGES. Diplômée de l'Institut supérieur des arts appliqués (LISAA) de Bordeaux, elle a sorti en novembre 2020 son premier court métrage, « YAMB ». Cette fiction sera en compétition aussi bien dans la catégorie « Courts Métrages » que dans celle de la section parallèle Sukabe.



Quant à Marie Hélène Kyncia ESSONO NDONG, sa nomination est une consécration puisqu'elle intervient au moment où elle boucle son Master à l'École supérieure des arts visuels de Marrakech au Maroc (ESAV Marrakech). Son œuvre, « De l'autre côté », sera en compétition contre 24 autres concurrents. ●

Séif MOSTLEY

► DÉCOUVERTE

# Paroisse Saint-Michel de Nkembo

## Une œuvre d'art à taille humaine.

*À l'heure de la mise en œuvre du Plan d'accélération de la transformation (PAT) de l'économie nationale, capitaliser toutes les niches de richesses potentielles pour renforcer le secteur du tourisme est un impératif. Depuis le début des années 2000, il y a une ambition manifeste de faire de ce secteur un des piliers de l'économie. Au regard des nouvelles politiques inscrites dans l'axe 3 du plan sectoriel d'accélération et de relance économique du Tourisme, il y a nécessité de promouvoir également le tourisme dit religieux ou de la foi.*

Le Gabon regorge d'innombrables monuments et édifices religieux en mesure de garnir l'offre touristique du pays. Le tourisme de la foi se concentre essentiellement sur les pèlerinages, les rassemblements religieux ou à des fins de loisirs ainsi que les visites guidées. Selon des données de 2018, il concerne 300 millions de voyageurs dans le monde pour une industrie de 18 milliards de dollars.

Pour permettre à nos lecteurs de se faire une idée du potentiel de notre pays en la matière, nous leur offrons la possibilité de découvrir ou de redécouvrir les hauts lieux de culte du pays et leur histoire.

Pour ce numéro, nous nous sommes intéressés à l'église Saint-Michel de Nkembo. L'histoire de l'érection de cette chapelle est aussi riche que le foisonnement culturel qui anime les offices religieux présidés en ce lieu. Deux dates peuvent être retenues pour marquer l'occupation territoriale de cet édifice.

Située au quartier Nkembo dans le deuxième arrondissement de la commune de Libreville, l'Église Saint-Michel, érigée en paroisse de plein exercice le 6 janvier 1964, a été fondée par la Congrégation du Saint-Esprit (spiritains), congrégation cléricale missionnaire de l'Église Catholique, dont l'occupation de l'espace remonte à 1934. La pose de la première pierre se fit en 1949 sous la conduite du Père Marcel et elle fut inaugurée le 2 octobre 1964 par Monsieur Jean-Jérôme ADAM.



Selon les témoignages recueillis par le quotidien national l'union, le terrain sur lequel la chapelle a été bâtie était, dit-on, « un site à problèmes ». Les riverains affirmaient qu'il était « hanté ». C'est ainsi que le Révérend Père Henri CLÉMENT, vicaire à la paroisse Saint-Pierre de Libreville, fera de ce terrain une aire pour la pratique du sport pour les élèves de l'École des frères de Saint-Gabriel et ceux de l'École Mont-Fort. L'Église catholique du Gabon finira par s'en approprier motivée par les discours persistants de la présence de « mauvais esprits » en ces lieux. Il s'en suivra la construction de la chapelle, une manière plus sereine de chasser les démons. Cette mission avait été confiée au Père Auguste GERVAIN.

C'est de cette idée de la victoire sur les démons que viendra la réalisation de la magnifique fresque qui orne l'entrée principale de l'église. En 1961, à la suite du Père Gilles SILLARD, le Père Gérard MOREL, curé, entreprit de réaliser des travaux d'extension. Son objectif était de permettre à un grand nombre de fidèles d'assister à l'office dans des conditions acceptables. De cette extension, il engagera également la réalisation des ornements, dont 35 colonnes en bois (Kévazingo) illustrant des moments de l'Ancien Testament et des scènes du Nouveau Testament ainsi qu'une magnifique fresque sur le fronton représentant la victoire du Christ sur les « démons », et la majeure partie des décorations murales sont une œuvre de l'artiste plasticien gabonais, Zéphyrin LENDOGNO (1924-2006).

L'autel principal, le Christ en croix, les pupitres, les statues de la Vierge Marie et de Saint-Michel sont quant à eux à mettre au crédit du sculpteur équato-guinéen Juan NDONG.

En 1994, au regard de l'importance de la population, la curie de l'époque avait entamé la construction derrière l'autel d'un amphithéâtre, qui a été livré en 2001. Cette nouvelle extension a renforcé les capacités d'accueil de ce lieu de culte. Ainsi, dans la nef centrale, Saint-Michel dispose de 1000 places assises et 2000 en extérieur, pour un total de 3000 places assises. ●

Gloire Z.N.

**ZOOM SUR ...**



# TITIANE MOUANDA

**Isokan, le pari d'un événement réussi.**

*Entreprendre ou être une employée? Titiane MOUANDA a choisi de jongler avec les deux titres au quotidien. Bien que ce choix comporte plusieurs difficultés, notre entrepreneure du mois s'est pourtant lancé le défi de parvenir à assumer les différentes casquettes qu'elle s'est elle-même imposées par passion à côté de ses charges familiales. Depuis, attachée commerciale d'une structure hôtelière de Libreville et Wedding planner certifiée WBA (Wedding Beautiful Africa), la patronne d'Isokan (organisation et décoration d'événements) jongle avec ses multiples occupations sans jamais priver de son affection et de son attention ses deux adorables enfants.*

#### **ENOROMI MAGAZINE**

Avoir des employés et être vous-même une employée, c'est la décision que vous avez prise, il y a quelque temps. Laquelle de ces casquettes vous va le mieux ?

#### **Titiane MOUANDA**

Avoir des employés est la casquette que je préfère. Cependant, je suis pour l'exemplarité et la formation. Toujours sur le terrain ! Ça a pris du temps, mais aujourd'hui je peux déléguer du travail à mes collaborateurs en toute confiance. Réussir à avoir une équipe formée et fiable était un des défis à relever au commencement d'Isokan. Il est fort possible que j'ajoute une casquette caritative d'ici peu... Nouveau défi en perspective !

#### **ENOROMI MAGAZINE**

Comment êtes-vous parvenu à rentabiliser votre activité en dépit de la pandémie de Covid-19, qui a fortement impacté le secteur économique national ?

#### **Titiane MOUANDA**

J'ai essayé au mieux de m'adapter à la situation en diversifiant les activités (location et vente de matériel de décoration, vente de masques aux couleurs Isokan afin d'inciter nos clients à se protéger, collaboration décoration tournage spot TV, etc.) et en proposant un service sur mesure à nos clients (décorations de petits événements, décorations de dîners privés, décorations de chambres nuptiales, etc.). La situation est actuellement difficile malgré tous ces efforts.

**ENOROMI MAGAZINE**

Quel est pour vous le plus difficile dans l'organisation d'un événement ?

**Titiane MOUANDA**

Le plus difficile est d'attirer la clientèle, car nous avons deux catégories de clients : celle qui a les moyens et qui préfère se tourner vers les prestataires de renom et celle qui cherche les prix les plus bas en dénigrant notre importance dans les événements. Nous nous attelons à expliquer notre rôle et à gagner la confiance de chaque client. Notre cercle de clients fidèles commence à s'agrandir heureusement.

**ENOROMI MAGAZINE**

D'après votre expérience, quelle est la formule parfaite d'un événement réussi ? Quelle est votre plus belle réalisation depuis le lancement d'Isokan ?

**Titiane MOUANDA**

Une bonne coordination, les bons prestataires, des clients bons payeurs et confiants : voici là, le combo gagnant pour la réussite de tous les événements.

Ma première coordination s'est faite en famille pour le mariage civil du couple Houssou Iningouet. J'étais coordinatrice, décoratrice et dame d'honneur. Je me suis amusée à être une « superwoman » à cette occasion. Je remercie ma première coordination Jour-J (Mariage de Pierra et Michel). Grand remerciement également au couple OSSADJA, grand coup de cœur. Nous n'en finirons pas si je continue. Chaque mariage, chaque anniversaire, chaque dîner a son lot de satisfaction.

**ENOROMI MAGAZINE**

Selon vous, qu'est-ce qui vous différencie des autres acteurs événementiels locaux ? Que trouverait-on à coup sûr chez vous et pas ailleurs ?

**Titiane MOUANDA**

Ce que je peux vous dire, c'est que l'équipe Isokan est jeune, dynamique et très professionnelle. Notre objectif est de sublimer chacun des événements qui nous sont confiés. Le service se veut sur mesure donc d'une qualité irréprochable.

**ENOROMI MAGAZINE**

Au regard de votre vie professionnelle plutôt active, comment parvenez-vous à satisfaire à vos obligations familiales ?

**Titiane MOUANDA**

Je prends du temps pour les miens. Il est important de partager des moments de qualité avec nos proches à chaque fois que l'occasion se présente. Je les emmène aussi de temps en temps dans mon univers afin qu'il comprenne leur importance pour moi à la maison et dans mes activités.

**ENOROMI MAGAZINE**

Que souhaiteriez-vous dire à toutes ces personnes qui pensent qu'une femme ne peut pas assumer plusieurs casquettes dans la société et être heureuse ?

**Titiane MOUANDA**

Pour la petite histoire, je suis issue d'une très grande famille. Ma mère a 8 enfants, dont je suis la 3e, et elle a travaillé 43 ans au sein d'une grande société de Moanda. Cette précision est

nécessaire pour expliquer la mentalité dans laquelle nous avons été élevés. Je bénis mes parents, car ils ont su nous inculquer des valeurs nobles et une bonne éducation de base.

« La place de la Femme est à la cuisine », mais pas que. « Alors, mesdames, il n'est pas impossible de s'épanouir professionnellement et de s'occuper comme il se doit de ses proches. Il n'y a qu'en vous revalorisant et en prenant soin de vous que vous pourrez vraiment vous épanouir et ainsi impacter positivement autour de vous ». ●

Propos recueillis par  
**Aude Sharys**

## INTERNATIONAL **CRYPTOMONNAIES**

# L'entrée en course des banques centrales.

**La crise économique née de la pandémie du Covid-19 et l'explosion des transactions en ligne ont vu l'émergence des monnaies numériques sans cours légal ou cryptomonnaie. Conscients du danger que ces cryptomonnaies représentent pour les systèmes financiers, car existant totalement en dehors du contrôle des banques centrales, ces dernières ont donc décidé de créer leurs propres monnaies digitales. Quels sont les différents projets en cours ? Tour d'horizon des monnaies numériques des banques centrales à travers le monde.**



## **Les banques centrales prises de court par la technologie**

Jamais depuis le lancement du Diem (ex-Libra), la monnaie numérique du réseau social Facebook, les banques centrales n'avaient pris la mesure de l'ampleur des monnaies numériques. En juin 2019, le géant du numérique créé par Mark Zuckerberg annonçait l'arrivée de la Diem, une cryptomonnaie qui permettrait aux utilisateurs, par le biais de son portefeuille numérique nommé Novi, de stocker des cryptomonnaies. En association avec trois autres sociétés du numérique, Uber, Iliad et Spotify, la Diem serait adossée à plusieurs devises. Même si les ambitions de départ avaient été revues à la baisse, son annonce avait néanmoins fait l'effet d'une bombe dans les milieux financiers, particulièrement au sein des banques centrales.

Depuis plus de trois siècles, les banques centrales possèdent le monopole de battre monnaie. Persuadées de conserver ce privilège ad vitam aeternam, elles n'ont pas vu arriver les cryptomonnaies. Avec une valeur des cryptomonnaies dépassant les 2 000 milliards de dollars en 2021, les banques centrales, poussées par les gouvernements, ont décidé d'entrer dans la danse. Les Bitcoin, Ethereum et compagnie, pèsent plus que les géants du paiement en ligne Visa et MasterCard réunis, selon l'analyste financier Arthus Jurus, chef stratégique chez Oddo BHF. Face à cette situation, les banques centrales ont donc décidé d'accélérer le lancement de leurs propres monnaies numériques. Cependant, ces monnaies numériques devront faire face à la concurrence de pas moins de 11000 cryptomonnaies ou stablecoins, des monnaies à faible volatilité du fait de leur arrimage à une monnaie conventionnelle.

## Les banques centrales créent leurs monnaies numériques

Les monnaies numériques des banques centrales sont connues sous le nom de Central Bank Digital Currency (CBDC). Il s'agit de monnaie fiduciaire en format numérique (euro, dollar, yuan, yen...) émise, contrôlée et règlementée par la banque centrale d'un pays ou d'une zone monétaire. Les CBDC ont les mêmes fonctions que les monnaies traditionnelles à savoir être un moyen de paiement, une réserve de valeur et une unité de compte. Il en existe 2 sortes : la CBDC de détail, qui est destinée au grand public et qui sert de complément de la monnaie fiduciaire et la CBDC interbancaire dont l'accès est limité aux banques pour le règlement et la livraison d'actifs financiers. En effet, selon le cabinet d'audit international PricewaterhouseCoopers (PwC), plus d'une soixantaine de banques centrales ont déjà exploré les monnaies digitales CBDC de détail ou interbancaires depuis 2014.

## Une multitude de projets en étude ou en phase d'expérimentation

Les monnaies digitales des banques centrales permettent en outre de réduire les coûts d'intermédiation, de faciliter et de baisser les coûts des paiements transfrontaliers, de baisser l'utilisation des liquidités, de lutter contre le blanchiment et de développer l'inclusion financière. Pour les pays riches, les monnaies numériques sont vues comme une alternative à l'utilisation du cash et une diminution des coûts tandis que pour les pays pauvres, il s'agit plutôt d'améliorer et d'élargir l'accès aux services financiers aux populations.

Enfin, les États voient dans les CBDC la possibilité de garantir leur souveraineté monétaire face aux géants de la technologie tels que les GAFAM ou leurs équivalents chinois BATX dans le domaine des paiements. Selon une enquête menée par la Banque des Règlements internationaux (BRI) toujours cette année, 86% des banques centrales étudient les réels potentiels des CBDC, 60% expérimentent déjà cette technologie et 14% déploient des projets pilotes depuis 2014. Malheureusement, tous les pays ne sont pas au même niveau d'avancement dans le domaine.

## La Chine en avance dans le domaine

L'un des pays les plus avancés dans le domaine est sans conteste la Chine dont la monnaie numérique, l'e-Yuan, est en phase d'expérimentation. Cette

dernière est déjà disponible depuis 2020 dans certaines provinces du pays où elle a été distribuée gratuitement aux populations via des loteries. On peut y faire des achats en ligne notamment dans l'enseigne du géant de la vente en ligne JD.Com. Bien que des zones d'ombre persistent quant à son utilisation, la Banque centrale a fait savoir que les banques traditionnelles du pays avaient déjà l'infrastructure pour sa distribution.

Grâce à l'e-Yuan, les autorités chinoises veulent éviter un affaiblissement du contrôle du système financier par le Parti communiste chinois. Dans une déclaration parue sur son site web le 24 septembre dernier, la Banque populaire de Chine a rendu illégales toutes les transactions dérivées de monnaies virtuelles ainsi que leur stricte interdiction. En réalité, c'est une interdiction qui frappe les banques traditionnelles chinoises depuis 2013, car les autorités accusent les monnaies virtuelles de perturber le système financier et de participer au blanchiment d'argent ainsi d'autres crimes financiers.



## La riposte des banques centrales occidentales

Le lancement de la Diem de Facebook a poussé les autorités fédérales américaines à réagir. Face au risque de voir une entreprise privée connue dans le monde entier, avec plus d'un milliard d'utilisateurs, être capable de battre monnaie sans avoir à rendre de compte à la Réserve fédérale américaine (FED), l'autorité de régulation du dollar, cela ne pouvait pas être acceptable pour le gouvernement fédéral des États-Unis. La FED a d'ores et déjà annoncé l'accélération de la mise en œuvre de sa monnaie virtuelle. Les banques centrales européennes ont également emboîté le pas de leurs homologues chinois et américain.

monnaie virtuelle serait effectif dans les quatre années qui suivront, selon Christine Lagarde, la patronne de cette institution.

## Le Nigéria, le pays le plus avancé sur le continent

Sur le continent africain, des projets de monnaie numériques sont également en cours notamment au Nigéria, selon les autorités de l'État Fédéral. En effet, ce pays d'Afrique de l'Ouest a émis une interdiction similaire à celle de la Chine sur les monnaies cryptomonnaies en attendant la mise en œuvre de l'e-naira, sa propre monnaie digitale officielle. Mais à quoi ressemble la technologie des monnaies digitales des banques centrales ?

## Des technologies basées sur les blockchains

Il faut savoir que la monnaie digitale d'une banque centrale n'est pas forcément basée sur la blockchain, la technologie des cryptomonnaies. Mais dans l'ensemble, les banques centrales semblent s'orienter vers cette option, car selon le cabinet PwC, 88% des projets de monnaies digitales en phase pilote ou de production utilisent la blockchain. Le choix de cette technologie s'appuie sur le fait que son utilisation apporte des avantages notables dans la transparence des flux financiers, la possibilité de configurer les caractéristiques de confidentialité et d'améliorer l'interopérabilité avec d'autres actifs numériques. La blockchain permet également d'exploiter les programmes (Smart Contracts) qui s'exécutent automatiquement grâce à des conditions prédéfinies, permettant ainsi de déclencher des paiements de façon automatique. ●

En Angleterre, la Bank of England (BoE), a officialisé sa volonté de créer sa propre monnaie numérique. Selon son gouverneur, Andrew Bailey, les cryptomonnaie ont ouvert une « nouvelle ère » pour les banques centrales, mais elle reste loin du compte, comparé à la banque centrale suédoise. En effet, dans la zone hors euro, la Suède semble le pays le plus abouti. Le gouverneur de la Banque de Suède, Olaf Scholz, a annoncé en avril 2021 que le pays nordique pourrait disposer d'une monnaie digitale de banque centrale à l'horizon 2026. Quant à la Banque centrale européenne (BCE), elle vient à peine de clôturer les premières consultations publiques sur la création d'un euro numérique dont les résultats seront connus d'ici la fin de l'année. En cas de réponse favorable, le lancement effectif de cette

Jean Paul Augé OLLOMO

DÉJÀ **10** ANS...  
ET TOUJOURS AUSSI **HOT**



URBAN FM 104.5, LA STATION URBAINE.



**GAB'OIL**

Ce dispositif vous permet de connaître à tout moment le niveau du gaz dans la bouteille.



**VIDE**



**GAZ**



**Innovation et sécurité, c'est  
l'empreinte de la marque Gab'Oil.**